la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

LE CONGRÈS CONFÉDÉRAL "FORCE OUVRIÈRE"

Compte rendu des débats

par R. GUILLORÉ

Impressions et commentaires

par J. SOFFIETTO — M. CHAUSSE — PERRIN

L'Etat-O.A.S. s'affermit ; l'Etat français n'a plus qu'à disparaître

par Robert LOUZON

Israël et le monde arabe

par Jacques GALLIENNE

Ouvriers et syndicats de Berlin

Numéro 467 — Nouvelle série N° 166 **DECEMBRE 1961 — PRIX : 1,50 NF**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .. .. 8 NF (800 fr.)
Un an .. .. 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois .. .. 10 NF (1.000 fr.)
Un an .. .. 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 467 - Décembre 1961

Le Congrès confédéral « Force Ouvrière » — R. GUILLORE

Impressions et commentaires : Un bon orchestre qui joue deux tons en dessous — J. SOFFIETTO

Vivent les jeunes ! .... M. CHAUSSE

Reconstruction de l'unité .... PERRIN

Propos irréguliers : Réalités impertinentes et inopportunes .... R. HAGNAUER

Contre l'interdiction de la presse antifranquiste.

Pour la mise à nu complète des crimes du stalinisme.

Une mise au point de Natalia Trotsky.

Les yeux s'ouvrent sur Cuba .... H. R.

Notes d'économie et de politique : L'Etat-O.A.S. s'affermit, l'Etat français n'a plus qu'à disparaître. — Debré et Rueff. — Cuba et la Guinée vues par les jésuites — R. LOUZON

Encore une fois sur Israël et le monde arabe — J. GALLIENNE

Informations internationales . Ouvriers et syndicats de Berlin. — Boycott en Suède du tourisme espagnol. — Démocratie dirigée en Grèce (Manolis Korakas). — Grève au Ghana.

A travers les livres : L'expression écrite et orale, de R. Hagnauer (B.H.). — Jean Breton : Chair et soleil (André Laude).

Un communiqué de l'U.S.T.A.

Solidarité pour « Ravachol » de Genève.

ENTRE NOUS...

Le 1er janvier 1962, la R.P. entre dans sa trente-huitième année. Cependant que l'on déboulonne encore les statues de Staline, que les anciens valets de Staline s'affirment comme les plus violents des iconoclastes et des profanateurs de mausolées. La « R.P. », qui ne s'est jamais affirmée trotskyste, était maudite parce qu'elle se refusait en 1925 de condamner Trotsky par ordre. Ce numéro de notre revue publie une lettre de Natalia Trotsky qui repousse avec autant de noblesse que de mépris tous ceux qui ont saccagé l'héritage des combattants de 1917.

Depuis sa fondation, la « R.P. » a poursuivi deux buts. Elle a constamment pris position contre la colonisation des syndicats par le parti communiste et aussi contre la subordination des revendications ouvrières au mythe de l'intérêt général.

Si elle a salué, en 1948, la fondation de la C.G.T.-F.O., elle en attendait la reprise du glorieux héritage du syndicalisme de la Charte d'Amiens. En ces derniers temps elle a salué les efforts tentés pour la reconstitution de l'Unité syndicale déterminée par la renaissance du syndicalisme indépendant et révolutionnaire.

La « R.P. » a consacré une partie de son dernier numéro à la liquidation du stalinisme. En plus d'une information internationale particulièrement riche, elle consacre une grande partie de ce numéro au congrès de la C.G.T.-F.O. où une minorité convaincue et robuste a animé les débats et heureusement influencé une majorité composée à la base de militants de bonne volonté. On y a entendu le reflet de nos propres idées et préoccupations.

Nous nous voyons cependant obligés de réduire la documentation et l'argumentation que nous devons offrir à nos amis. Nous sommes contraints de laisser au marbre un article de Monteillet sur deux congrès du Puy-de-Dôme, un article de Duperray sur une expérience de démocratie syndicale dans la Loire. Nous ne pouvons même pas saluer la mémoire de notre camarade Djoukitch, mort récemment. Nous devons aussi renoncer à publier la bonne résolution sur l'Algérie adoptée par le congrès F.O.

Ce numéro de la « R.P. » devrait normalement contenir 28 ou même 32 pages. Nous ne craignons pas de reconnaître publiquement que notre situation financière nous permet tout juste de publier ce numéro de 24 pages.

Une telle situation : cette carence d'ordre financier alors que notre rayonnement moral perce les réseaux d'hostilité et le rideau de silence et que notre effort s'avère de plus en plus efficace, est proprement insupportable et scandaleuse.

Pour que la « R.P. » retrouve une aisance financière relative et surtout pour que sa diffusion s'élève à la hauteur de son influence et de son utilité, il nous faut de nouveaux abonnés. Aussi demandons-nous principalement aux militants qui nous font confiance et qui utilisent heureusement notre tribune, de nous aider à augmenter le nombre de nos abonnés.

DANS L'IMMEDIAT, NOUS SOLLICITONS DE NOS FIDELES ABONNES DE SOUTIEN QU'ILS PENSENT, POUR CETTE FIN D'ANNEE, AUX ETRENNES DE LA « R.P. »

LE CONGRÈS CONFÉDÉRAL « FORCE OUVRIÈRE »

« Force Ouvrière » ne devrait pas être une tendance du mouvement syndical, mais le mouvement syndical lui-même. » C'est ainsi qu'en jugeait notre camarade *Laval,* de la Métallurgie F.O., dans son intervention de la deuxième journée du congrès. Cette opinion nous permettra de survoler déjà le Congrès confédéral « Force Ouvrière » qui vient de se tenir à Paris, à la fin de ce mois de novembre. Certes, « Force Ouvrière » n'est pas « une » tendance du mouvement syndical ; il suffit d'assister à son congrès pour en être convaincu; plusieurs tendances, sinon toutes, du mouvement ouvrier, s'y expriment. Quant à être « le mouvement syndical lui-même », c'est une ambition qu'il est bon de lui donner... sans se dissimuler qu'elle a encore beaucoup à faire pour avoir quelque droit à s'en prévaloir.

Quand les dirigeants de la C.G.T.-Force Ouvrière parlent d'orientation, ils se réfèrent toujours « à la vieille C.G.T. » dont ils s'affirment les continuateurs. Ils entendent par là : la C.G.T. de Léon Jouhaux, des années 30 de ce siècle, la C.G.T. que nous appelions « réformiste ». *Maurice Joyeux* a eu raison de rappeler que « la vieille C.G.T. », c'était aussi celle de 1906, celle de la Charte d'Amiens, affirmation non seulement d'indépendance, mais d'action et de révolution. On ne peut passer sous silence qu'entre 1906 et les années 30, il y a eu une première guerre mondiale, qui a tout changé. Il n'est pas possible, en tout cas, de le passer sous silence dans cette revue fondée par Pierre Monatte qui, à partir de la guerre et à cause d'elle, restera dans le mouvement syndical comme l'exemple contraire de celui de Léon Jouhaux. De même, entre les années 30 et les années 60, il y a eu une deuxième guerre mondiale. Elle n'a pas laissé le monde — et le monde syndical non plus — dans l'état où elle l'avait pris.

Si bien que ceux qui ont raison, ce sont certainement les jeunes militants — il y en a dans ce congrès — qui, dans ce vieux foyer rempli surtout de cendres, retrouvent et font repartir la flamme. Ils veulent reconstruire une pensée et une action syndicalistes. Leurs efforts et leurs espoirs sont-ils vains ? Certes, ils se heurtent à de solides ouvrages de protection. Comme l'a dit *Bothereau* dans sa courte allocution de clôture : « l'observateur se tromperait qui jugerait des votes sur la discussion ». Celle-ci, en tout cas, fut ardente et diverse. Jamais un congrès ne fut plus ouvert et démocratique. Jamais plus d'idées n'y furent débattues. Les sceptiques diront que cela ne sert à rien, que rien n'en sera changé dans l'orientation et la pratique confédérales. Cela est peut-être vrai au sommet, encore que la Commission exécutive confédérale comprenne maintenant de ces nouveaux militants, comme *Cottave* (des Techniciens des Pétroles), et notre ami *Soffietto* (de l'Union départementale de la Loire), pour ne citer que ces deux-là. Mais, à la base, je vois nettement un foisonnement qui est le signe d'un commencement nouveau. Même si je me trompe, il reste que les militants ouvriers ne sont pas, ici, plus mal qu'ailleurs, au contraire, pour servir les intérêts des travailleurs et défendre leurs libertés.

***

Avant d'entrer dans le détail des discussions du congrès, j'aurais bien voulu pouvoir donner quelques indications sur les effectifs de la Centrale « Force Ouvrière ». Ce serait la moindre des choses. Je me suis efforcé de dégager des résultats en étudiant le rapport financier de 1960. Par exemple, en examinant les recettes pour les cartes et les timbres confédéraux. Il me manque au moins une donnée pour tirer de là quelque chose d'utilisable. Et puis... peut-être vaut-il mieux, pour le moment, ne pas trop jouer au malin ? Contentons-nous donc de ce qu'a dit, sur cette question des effectifs, le secrétaire général *Bothereau* dans son commentaire du rapport moral : « le tonneau se vide un peu moins qu'il ne se remplit ». Cela reste dans le ton de modestie dont il ne se départ pas. Mais il a fait appel à la formation de nombreux militants de base. Allons, ce n'est pas une mauvaise conclusion...

LE SYNDICALISME N'EST PAS L'AFFAIRE DES SPECIALISTES

Bothereau est revenu une autre fois sur ce point important en déclarant que « le syndicalisme n'est pas l'affaire des spécialistes » et en préconisant une déconcentration de l'appareil syndical.

Voilà au moins de bonnes formules. Il y en a eu quelques-unes dans le discours de Bothereau. Je ne sais pas si vous l'avez déjà entendu parler ? A moi, cette aventure m'est maintenant arrivée trois ou quatre fois. Quand je dis : aventure, c'est une simple façon de dire, car rien n'est plus éloigné de l'aventure qu'un discours de Bothereau. Qualité rare : ce n'est jamais trop long. Cela manque évidemment de panache, mais il semble qu'il y ait, de la part de l'orateur, volonté délibérée d'en manquer. Vous n'y trouverez pas de formules révolutionnaires, mais *Bothereau* ne se présente pas comme syndicaliste révolutionnaire. S'il fallait à tout prix le définir, je dirais que, dans le mouvement syndical, c'est un « modéré ». Si, comme moi, vous en avez assez de la fausse éloquence, de la redondance, vous aimerez la façon qu'il a de dire simplement les choses. Je parle seulement de la forme du discours. Car, pour le fond, pour la façon de voir et d'aborder les problèmes, alors, pour l'approuver, il me faudrait « une conversion personnelle difficile ». J'emploie cette formule parce que *Bothereau* nous l'a communiquée comme ayant été celle du général de Gaulle dans un des entretiens qu'il a eus avec lui. A propos de l'Algérie, de Gaulle aurait dit : « Le plus difficile, ce fut ma propre conversion. » Voilà une sincérité qui n'est jamais apparue dans les allocutions publiques. Cette conversion personnelle n'a pas gagné suffisamment l'entourage, et elle n'a provoqué que rébellion ouverte ou sourde parmi les « féaux » d'hier, restés fidèles aux mots d'ordre qui ont intronisé le Prince.

Revenons à *Bothereau,* car vous avez compris, j'imagine, que je l'avais quitté un moment. Il a évidemment consacré à l'Algérie une grande partie de son exposé. Il s'est prévalu de la formule qu'il avait fait adopter, dès 1956, au Comité confédéral d'Amiens : « aucune solution ne peut être repoussée, pas même celle de l'indépendance » La motion finale sur l'Algérie, adoptée par le Congrès, s'appuie légitimement sur cette déclaration. A l'époque, ce n'était pas mal, compte tenu du milieu. Nous avons salué cette prise de position. Il est certain que la « R.P. » n'a pas attendu 1956, ni même le début de l'insurrection en 1954, pour

offrir une tribune à l'indépendance algérienne. Mais c'est une tout autre question...

Bothereau ne voit plus maintenant d'obstacles à l'ouverture des négociations. Il est urgent de parler, dit-il, car le temps travaille contre la solution humaine de la cohabitation des communautés. Au moment du putsch d'Alger, en avril dernier, l'alternative, selon *Bothereau*, était la suivante : contre les rebelles et contre les institutions, mais avec les communistes ; ou bien : contre les rebelles et contre les communistes, mais avec les institutions. Et son choix est fait aussitôt : il choisit le deuxième terme.

Personne ne s'étonnera que nous refusions de nous laisser enfermer entre les deux branches de cette tenaille. Il y a une troisième voie : contre les fascistes, contre les staliniens et leurs héritiers en ligne directe, mais en dégageant la position autonome de la classe ouvrière française. Cette voie était ouverte en avril, comme elle est toujours ouverte. Nous savons d'ailleurs qu'elle a été suivie par plusieurs organisations de base de « Force Ouvrière ».

***

Mon intention n'est pas de donner un compte rendu détaillé du congrès. Elle est d'en montrer les lignes générales. La discussion en mettra quelques-unes en évidence : unité d'action, ou non ; étendue et limites de la politique de présence ; attitude à l'égard du pouvoir en place ; étendue et limites d'un rassemblement démocratique possible. Sur ce dernier point, *Bothereau* a posé la double question : rassemblement avec qui, et pourquoi ? sans y répondre d'ailleurs très clairement. Sur les problèmes économiques et sociaux, voici quelques traits de l'exposé du secrétaire général : l'intéressement peut être un moyen de forcer les secrets de l'entreprise ; au sujet du renouvellement des conseils d'administration des caisses de Sécurité Sociale, faut-il être pour les élections, ou pour la représentation directe des organisations syndicales par désignation ? La réduction de la durée du travail est un courant mondial. Nous devons collaborer au IVe plan français.

Je vous livre « en vrac » ces idées directrices parce que nous n'allons pas cesser de les retrouver dans la discussion générale. Un dernier point encore : le S.M.I.G. Pour *Bothereau*, celui-ci devrait indiquer « la part minimum de chaque individu dans la richesse nationale ». Ce n'est pas le S.M.I.G. qui devrait servir d'index, mais, au contraire, il devrait être indexé sur la moyenne des salaires réels. Ce n'est peut-être pas très clair. Pour éclairer un peu — un peu seulement — citons un paragraphe du rapport pour le dernier C.C.N. de Lyon, en mai dernier : « Le S.M.I.G. ne doit pas être une addition de calories, mais une division répartissant entre les individus les produits disponibles, selon l'état de la richesse nationale. »

Avant d'en terminer, *Bothereau* a un mot pour chacun des « adversaires ou concurrents ». Rien de changé par rapport à la C.G.T. : tout contact est dangereux. Une excellente définition de la Confédération Générale des Cadres : « Faites ce que vous voulez, et puis hiérarchisez-le ! » La C.F.T.C. est en pleine évolution ; elle pratique un syndicalisme un peu « voyant ». Quant à la « déconfessionnalisation » et à la suppression de la quatrième lettre du nom, *Bothereau* y croit... pour dans dix ans ! Le secrétaire général ne pouvait manquer de renouveler son appel aux enseignants qui voguent sur « un bateau qui a des brèches ». « Il manque un membre à notre famille. » « Nous avons besoin d'eux, comme ils ont besoin de nous. »

***

Sur ce dernier point, qu'on me permette une parenthèse. Pourquoi, alors, avoir exclu les enseignants ? Car, c'est ce que vous avez fait, pratiquement, quand vous avez interdit la double appartenance. Rien, sinon une vue extrêmement courte, ne peut justifier une telle mesure. Si vous ne l'aviez pas prise, vous auriez avec vous un nombre toujours plus grand d'instituteurs et de professeurs ; vous auriez des enseignants dans vos unions départementales. Le membre de la famille, qui vous manque, paraît-il, c'est vous qui l'avez repoussé.

UNITE D'ACTION, AVEC QUI ? ET POURQUOI ?

Il serait faux de dire que la question de l'unité d'action a dominé le congrès. Mais elle a été incontestablement une des lignes de clivage. Nous allons la retrouver pendant tout le déroulement des cinquante interventions sur le rapport moral.

D'entrée, *Frezzato*, des Métaux des Ardennes, montre qu'il n'est pas possible d'interdire l'unité d'action. Il est mandaté par les syndicats des Ardennes pour défendre les élections aux Caisses de Sécurité Sociale. *Malnoë*, des Métaux de Saint-Nazaire, va faire une des plus importantes interventions du congrès. Il n'est pas tendre pour le Bureau confédéral et pour les déclarations publiques de ses membres quand ils sortent de leurs entrevues avec les ministres. Le fossé semble grand, alors, entre la pensée du Bureau confédéral et l'action de la base. Les membres du bureau confédéral feraient mieux de faire leur « tour de France » pour renouer avec la base, que de passer leur temps dans les commissions d'intéressement. Malnoë est pour l'unité d'action, mais celle-ci ne doit pas être une fin en soi. La C.G.T., comme la C.F.T.C., font preuve de « jésuitisme ». Devant la menace d'intégration à l'appareil de l'Etat, Malnoë votera contre le rapport moral. Au contraire, *Fauconnet*, des Métaux d'Orléans, votera pour. Il insiste sur la nécessité de réduire les horaires de travail. Pour *Dumont*, du Syndicat des Bibliothèques, la période de référence de 1957 n'est nullement une période de situation satisfaisante des salaires. Il est nécessaire de déterminer un salaire national d'après le budget-type confédéral. « Jamais, affirme Dumont, les conditions de travail n'ont été aussi dures. » Aucune compromission n'est tolérable avec ce pouvoir occupé par « une bande ». Le camarade *Cassard*, de la Céramique, estime qu'un des principaux objectifs devrait être de ramener l'âge de la retraite à 60 ans. Il est pour les élections aux Caisses de Sécurité Sociale. Il demande la création de caisses de résistance ou de grève, à l'échelon des fédérations, mais aussi de la confédération.

Rouzier, des P.T.T. est le défenseur de l'orientation générale de la Confédération. Il est fermement contre l'unité d'action. « C'est le refus de l'unité d'action qui est courageux », affirme-t-il. Et il demande le respect de la discipline confédérale sur ce point. *Barbat*, de l'Union départementale du Puy-de-Dôme, est aussi un solide partisan de la direction confédérale. Il est pour « la désignation » des administrateurs des Caisses de Sécurité Sociale. La déception est grande à l'égard de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives, car les salaires garantis n'ont plus rien à voir avec les salaires réels. *Alexandre* (de l'Hérault) expose un bon travail de formation culturelle accompli par son Union départementale. Il voudrait que la Confédération ait une organisation moderne, rationalisée, de son administration. « Le rendement est trop faible », estime-t-il.

IL Y A PRESENCE ET PRESENCE

C'est ce que pense *Daniel Renard* (des Métaux, Paris-Nord). « Pourquoi, dit-il, n'aurais-je pas le droit de faire l'unité d'action à Saint-Ouen, alors que, pratiquement, vous la faites avec les délégués de la C.G.T. au Conseil supérieur du plan ? » Il s'est abstenu en 1959, mais cette fois il votera contre le rapport moral, en raison du bilan négatif depuis deux ans. En raison surtout de l'attitude de la Confédération à l'égard du pouvoir. Celui-ci veut lier les mains du mouvement syndical dans la Commission de l'intéressement, et avec le IVe plan. La politique de la présence s'admet dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais pas pour aboutir à un contrat entre le gouvernement et les syndicats. Daniel Renard souligne, en outre, que Bothereau n'a pas dit un mot de la défense de l'école laïque au cours de son rapport.

Hébert, de Nantes, votera, lui aussi, contre le rapport moral. Il l'aurait peut-être voté « il y a quinze jours » ; il ne peut plus le faire en raison surtout de l'attitude de la Confédération en face du IVe plan capitaliste. A F.O., comme à la C.F.T.C. ,il y a des néo-syndicalistes qui, sous un langage gauchiste, cachent des idées réactionnaires. Hébert dénonce les tendances à l'intégration dans l'Etat dont il veut voir une preuve de plus dans la résolution adoptée par le dernier congrès de la Fédération des Produits chimiques. « Il faudra, dit Hébert, pouvoir justifier les décisions de notre congrès devant les ouvriers. »

L'école laïque, qui avait été oubliée par Bothereau, trouvera successivement trois éloquents défenseurs en la personne de délégués des P.T.T. En particulier, le camarade *Guilles,* de la Marne, déclare : « Les pays sous-développés sont d'abord des pays sous-enseignés. »

ENFIN, L'UNITE SYNDICALE !

Le camarade *Perrin,* des Métaux de Saint-Chamond, sera le seul dans ce congrès à parler de l'unité syndicale, ou plutôt à l'évoquer, ou plutôt à prononcer (avec circonspection) l'expression interdite : unité syndicale. Les jeunes, dit Perrin, ne connaissent pas toutes les péripéties du mouvement syndical. Il faut les informer. La division du monde du travail est un drame. L'unité doit rester notre préoccupation. Une commission devrait être nommée par ce congrès pour étudier le problème de l'unité syndicale.

Pallordet, des Cheminots, se demande pourquoi F.O. ne tire pas plus de bénéfice d'une position intellectuelle juste. Les travailleurs ne voient pas beaucoup les résultats de notre participation à des organismes comme ceux du Plan. L'organisation n'est pas à la mesure de notre temps. En ce qui concerne l'Algérie, F.O. devrait être l'initiatrice d'un véritable syndicalisme algérien. Elle doit aussi se préoccuper du problème des rapatriés. Quant à l'unité d'action, il ne faut pas en faire la question essentielle, mais il est certain qu'elle ne se pose pas « sur le tas » comme au Bureau confédéral. En tout cas, nous ne devons pas nous isoler.

« L'ORCHESTRE JOUE JUSTE MAIS DEUX TONS TROP BAS »

Cette formule, appelée à une certaine fortune, fut employée par *Maurice Joyeux,* représentant des A.S.S.E.D.I.C., pour juger de l'activité du Bureau confédéral. (Remarquons tout de suite que, pour Renard et pour Hébert, l'orchestre joue faux !) Joyeux voudrait savoir pourquoi le recrutement de F.O. est presque compensé par la perte d'adhérents. C'est que la confédération n'est pas très attirante pour les jeunes. « La petite flamme, il faut chercher longtemps pour la trouver ! » Le plan présenté par « Force Ouvrière » ne peut pas toucher les ouvriers. C'est pourtant vers eux qu'il faut aller. « F.O. doit devenir populaire. » Joyeux aurait voulu que Bothereau soit plus net à l'égard des entreprises fascistes, « des chefs de guerre devenus chefs de bande ».

Soffietto, de la Loire, reprend l'expression si bien frappée de Maurice Joyeux. La prudence ne doit pas conduire à la stérilité. « Nous sommes bourrés de complexes à l'égard de la C.G.T. Il faut nous en débarrasser et mener l'action quand c'est le moment de la mener. » Dans la Loire, F.O. ne s'est pas laissé noyauter et elle a augmenté de 10 % le nombre des timbres placés. En général, nous n'avons pas assez affirmé notre position de défense laïque. Nous ne devons jamais donner l'apparence de cautionner la politique du pouvoir.

Abordant le problème algérien, notre camarade, dont l'exposé est très écouté, se demande si les décisions négociées ne vont pas se trouver dans l'impossibilité pratique d'être appliquées. Il lit un passage d'un document du « Comité de Vincennes » d'où il ressort que les ultras estiment qu'en se débarrassant « d'un petit nombre d'hommes », ils pourraient dominer la situation. Ce sont les militants syndicaux qui sont visés. Et Soffietto pense qu'il faut, tout de suite, s'organiser pour la défense.

Soffietto évoque l'activité des Unions départementales dont les militants doivent être « polyvalents ». Il conclut en disant : « Devons-nous seulement avoir la politique de nos moyens, ou bien rechercher les moyens d'avoir la politique que nous voulons ? »

Lahitte, des Cheminots de Bordeaux, reprendra la proposition de rapprochement des organisations libres pour faire échec à la menace fasciste. « Il y a, dit-il, une majorité de gens contre le totalitarisme. » La direction confédérale manque de dynamisme. L'indépendance n'est pas l'isolement..

Schwob, vieux militant de la Métallurgie de la Moselle, est solidement accroché aux positions traditionnelles. « Il faut bien que jeunesse se passe », dit-il à propos de l'unité d'action. « Je veux bien gagner de nouveaux amis, à condition de ne pas perdre les anciens. »

Durand, de Saint-Etienne, ne veut pas que le secteur public laisse croire que le secteur privé est tellement en avance sur lui. Il dénonce les retraités qui occupent des emplois importants.

Felce, de la Fédération des Transports, expose les caractéristiques de la crise syndicale française : 3 millions de syndiqués sur 13 millions de travailleurs. Il veut en rechercher les causes. Assez curieusement, l'orateur en voit une dans le fait que le Bureau confédéral s'est trop occupé du problème algérien, et pas assez du salaire garanti. Faut-il donc mettre en sommeil l'action syndicale, en attendant le règlement algérien ? (Si je comprends bien l'orateur, le drame algérien serait en dehors de l'action syndicale.)

Dans « unité d'action », dit Felce, il y a « unité », mais il y a aussi « action ». Le refus de l'unité d'action ne doit pas conduire à l'inaction. Les structures syndicales doivent être réformées, adaptées aux techniques modernes. Pourquoi le Bureau confédéral n'a-t-il pas tenu, sur ce point, la promesse faite au précédent congrès ?

Cahn, de l'E.D.F. de Rennes, estime que notre mouvement apparait trop souvent sans dynamisme et sans idéologie. Souvent, nous ne faisons même pas du corporatisme, mais du catégorisme. L'unité d'action a donné des résultats favorables aux syndicats et aux fédérations qui l'ont pratiquée. Il s'agit de savoir si la tradition doit être un carcan, ou un tremplin.

Normand, des Pétroles de Donges (Loire-Atlantique) est mandaté par les 500 adhérents de son syndicat pour voter contre le rapport moral. Celui-ci traduit l'immobilisme et l'impuissance. La place qu'on nous fait dans les commissions gouverne-

mentales est un cadeau empoisonné. C'est parce que, dans la Loire-Atlantique, on pratique l'unité d'action que F.O. y a acquis une position représentative. Il faut organiser le combat contre l'O.A.S. en se débarrassant d'un « anticommunisme à tout crin ».

Rino, des Employés, estime que le Bureau confédéral s'accommode trop volontiers du nouveau pouvoir. Nous, nous ne nous en accommodons pas. Trop souvent, la Confédération joue le rôle de frein. Pourquoi n'avoir pas fait connaître davantage la position sur l'Algérie du C.C.N. d'Amiens en 1956 ? Le dernier congrès avait condamné « l'intéressement ». Nous devons confirmer notre position.

Rino invoque la démocratie syndicale et le respect des minorités pour défendre ceux qui pratiquent l'unité d'action. Il s'élève contre toute conception autoritaire de la discipline syndicale.

LA JEUNESSE ET LA « VIEILLE GRAND'MERE RADOTEUSE »

La solide intervention de *Laval*, des Métaux, peut se résumer dans la phrase que nous avons placée en tête de ce compte rendu. Il énumère des critiques qui, dit-il, portent beaucoup plus sur l'expression des positions que sur les positions elles-mêmes : manque de psychologie ouvrière ; ignorance des données de l'opinion publique ; absence de tactique et de stratégie ; déclarations publiques malencontreuses ; préférence marquée pour le compromis plutôt que pour l'action. Or, dit *Laval*, « les camarades de Saint-Nazaire savent négocier comme ils savent se battre ». L'orateur ne cachera pas que, pour lui, le pluralisme syndical est une situation malheureuse. Demain, sur les chantiers et dans les usines, 50 % des travailleurs seront des jeunes. « Force Ouvrière » ne doit pas leur apparaître comme « une grand'mère radoteuse », mais avec le visage et les qualités de la jeunesse actuelle.

C'est ce que dira également notre camarade *Tharreau* qui représente aussi la Métallurgie. Cette montée des jeunes doit modifier l'orientation de F.O. En nous refusant, dans tous les cas, à l'unité d'action, nous n'isolons pas la C.G.T., nous nous isolons nous-mêmes. Nulle part, l'action commune n'a nui à nos effectifs. Il faut dire aux jeunes pourquoi les conditions de l'unité organique ne sont pas réunies. Il faut leur expliquer notre indépendance à l'égard de l'Eglise de Rome, comme à l'égard de celle de Moscou. Il y a longtemps que nous avons condamné le stalinisme. La déstalinisation actuelle n'indique pas de changement fondamental.

Dercourt, des Employés, défend lui aussi l'unité d'action sur le terrain professionnel, non sur le terrain politique. Le gouvernement ne se détermine qu'à partir de positions de force. Le patronat refuse la discussion en s'alignant sur les positions gouvernementales. Nous ne devons pas participer à des organismes sans pouvoirs. C'est pourquoi Dercourt propose la démission des représentants de « Force Ouvrière » dans les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale.

Maurice Labi, des Produits chimiques, n'est pas satisfait, lui non plus, ni par le rapport moral, ni par l'exposé de Bothereau. Il aurait voulu une analyse plus poussée des problèmes économiques et sociaux, aboutissant à nous mieux situer par rapport à la société capitaliste. Les lignes de conclusion du plan confédéral sont en deçà de celles du plan de 1930. D'ailleurs les militants des fédérations n'ont pas été asociés à l'élaboration du plan confédéral. L'obsession anticommuniste nous conduit à ne pas courir les risques de l'action. La non-intégration s'accompagne de la non-opposition ; cela nous entraine vers la soumission.

Suzy Chevet (du Syndicat de la Main-d'œuvre) rappelle fort opportunément les statuts de la confédération. Art. 4 : Nul syndicat ne peut se réclamer de la C.G.T.-Force Ouvrière s'il n'est fédéré nationalement et adhérent à son Union départementale. — Art. 2 : La C.G.T.-Force Ouvrière est basée sur le principe du fédéralisme. — Mais aussi art. 1er : La confédération groupe tous les salariés conscients de la lutte à mener contre toutes les formes d'exploitation, privées ou d'Etat, pour la disparition du salariat et du patronat. Quant à *Lefèvre*, de l'Enseignement technique, il en appelle, lui aussi, au syndicalisme révolutionnaire, à ses idées et à ses méthodes.

***

J'ai été bien long, sans être sûr d'avoir été complet. Mais je crois que les traits principaux de ce congrès seront vus par ceux qui n'y ont pas assisté. Il me faut signaler encore l'intervention de *Laurent*, de la Fédération des Cheminots, mis implicitement sur la sellette par les déclarations pour ou contre l'unité d'action. Laurent est un militant dont le moins qu'on puisse dire est qu'il fait partie de la tendance « modérée ». Il se serait bien passé, dit-il, de l'approbation de Renard. Il demeure anticommuniste et adversaire de l'unité organique. Il justifie, chez les cheminots, l'unité d'action récemment réalisée par le fait que sa fédération n'est pas majoritaire, et qu'il faut cependant défendre ceux qui, dans les gares de triage, ne gagnent pas 450 NF par mois. « En les défendant, nous n'avons pas trahi le syndicalisme libre, nous avons défendu toute la classe ouvrière. »

Bothereau, qui souffrait d'une laryngite dès le début du congrès, n'a maintenant plus un filet de voix. C'est donc *Babau*, autre membre du bureau confédéral, qui répondra avec aisance et habileté. J'ai connu un Babau, il y a quelque vingt-cinq ans, quand il se faisait les dents au bureau national du Syndicat des Instituteurs. Ah ! le Vieux Port de Marseille n'était pas alors ce qu'il est aujourd'hui ! Ce Babau d'aujourd'hui ne manque pas de mettre en valeur la démocratie qui a régné dans ce congrès. Il eût été préférable, dit-il de se pencher davantage sur les documents confédéraux et de laisser de côté les éléments passionnels. Avons-nous besoin de réaffirmer notre attachement à l'école laïque ? « Vous critiquez le Plan parce que vous l'associez à l'équipe gouvernementale en place. Au surplus, le patronat s'est prononcé contre le Plan de modernisation. » Aux critiques sur la présence à la commission de l'intéressement, Babau objecte : on ne règle pas les questions en étant absent. La confédération, rempart de la véritable démocratie, ne fera jamais l'unité d'action. En tout cas, jamais l'équipe confédérale actuelle ne la fera. « Force Ouvrière » représente autre chose que la simple revendication.

LE LOGEMENT, LA SECURITE SOCIALE

Les commissions du congrès ont travaillé sur les résolutions constructives qui doivent orienter le travail de la confédération. Rapportée par *Tetaert*, la résolution sur le logement met en avant la notion de : logement, service social national. Elle demande un programme de 400.000 logements par an, dont 100.000 dans la région parisienne. Elle dénonce la spéculation foncière. La contribution de 1 % versée par les entreprises doit être mise intégralement à la disposition des organismes d'H.L.M. et des comités paritaires de logement.

La résolution sur la Sécurité Sociale, rapportée par *Mariage* (des Cheminots) va soulever plus de discussion. *Dercourt* n'a pas oublié sa proposition de démission des administrateurs des caisses (600 appartiennent à F.O.). Depuis le décret du 12 mai

1960, les administrateurs n'ont plus d'autre pouvoir, estime Dercourt, que de cautionner la politique de l'Etat. Il faut en tirer la conséquence par la démission collective. Son amendement n'aura pas de succès. Mais il prépare de plus ardentes bagarres. La résolution adoptée condamne ce décret qui conduit à l'étatisation pure et simple de la Sécurité Sociale. Elle demande, entre autres, l'abaissement progressif de l'âge d'entrée en jouissance de la retraite, la majoration de celle-ci après trente années d'assurance. Elle dénonce les détournements opérés par l'Etat, notamment sur les ressources du « Fonds national de solidarité ». En ce qui concerne les régimes complémentaires de retraite, le Congrès en demande la coordination, la compensation, la généralisation.

UNE RESOLUTION SUR L'ALGERIE QUI IRA LOIN... SI ELLE EST APPLIQUEE

Notre camarade *Soffietto* rapporte, avec beaucoup de fermeté, les résolutions internationales : Algérie ; Espagne ; l'Europe ; la paix. Les délégués d'Oran ont quitté la commission parce qu'ils n'acceptaient pas que la question d'Algérie fût une question « internationale ». Vous voyez tout de suite de quoi il s'agit. Soffietto fut d'ailleurs attaqué sur sa droite, non seulement par certains délégués d'Algérie, mais par *Felce* et par *Laurent* qui, quand il parle de « nos adversaires », entend : le F.L.N. Après avoir été édulcorée sur quelques points (je le constate en comparant le projet de la commission et le texte final), la résolution sur l'Algérie et les questions internationales a été adoptée à une très forte majorité, la plus importante des votes par mandats.

Le texte de cette résolution ne m'avait pas emballé sur le moment. Mais *Soffietto* et *Chausse* m'ont fait remarquer qu'il était au contraire très radical (au sens vrai du mot), qu'il allait loin... pourvu qu'il commence à être appliqué... C'est l'espoir que je formule avec eux.

LE CONSEIL SUPERIEUR DU PLAN

La résolution sur les problèmes économiques donna lieu à deux débats dont le second constitue, sans nul doute, avec l'unité d'action, l'un des « nœuds » de ce congrès. « L'intéressement » et la présence de F.O. à la commission de l'intéressement furent combattus par *Renard, Tharreau, Rino, Dumont, Perrin* (de Saint-Chamond). L'amendement de Renard fut repoussé, mais il obtint un nombre de mandats plus élevé que celui qu'on compta contre le rapport moral (2.300 au lieu de 1.700).

Un grand débat d'orientation générale devait s'instituer sur la résolution relative au IVe plan d'équipement et de modernisation. La majorité de la commission s'était prononcée *pour le retrait du délégué de la confédération au Conseil supérieur du Plan*, organisme nouvellement créé. *Cottave* (Techniciens des Pétroles) rapporta très fermement la position de la commission. Il fut d'abord attaqué par *Felce* qui y vit un désaveu de la politique permanente de la confédération. Puisque ce plan est le quatrième, c'est qu'il y en a eu trois autres avant, et vous n'avez rien dit. « Ce n'est pas le cheval que vous visez, c'est le cavalier. Mais vous risquez de tuer le cheval ! » Le Bureau confédéral n'entend pas laisser passer la résolution de la commission. Il intervient par *Babau*. « Si vous avez voté le rapport moral, dit-il en substance, vous ne pouvez voter le texte de la commission. » La politique de la présence ne se divise pas. La planification n'est pas liée à un gouvernement passager. Aussi Babau dépose un texte du Bureau confédéral qui maintient la présence au Conseil supérieur du Plan. Toute l'opposition va donner de la voix (si je puis ainsi dire, car beaucoup l'ont déjà perdue dans les bagarres des commissions, *Hébert* notamment qui dira : « Quand Bothereau a mal à la gorge, je suis enroué »). Hébert, donc, défendra le texte de la commission, expression du congrès. Tout le travail de celle-ci est remis en cause par le bureau confédéral. Le Conseil supérieur du Plan est une création du pouvoir actuel, « une tribune pour dignitaires du régime ». Notre présence dans cet organisme serait une marque « d'intégration ».

Je n'ai pas besoin de dire que *Renard* ne laisse sa place à personne pour défendre le texte de la commission. « Le congrès commence..., dit-il. » *Joyeux* déclare : « Voulez-vous être le gérant honnête d'un régime qui n'en finit pas de crever ? » *Tharreau* s'élève contre la pression exercée par le bureau confédéral. *Delamarre*, de la Fédération des Métaux, voudrait voir un préalable au IVe Plan : la revalorisation des salaires et des traitements.

Malgré son aphonie, *Bothereau* intervient. Je ne dis pas : il se jette dans la bataille. Non, il s'y glisse. « Les deux textes sont acceptables, déclare-t-il Mais le nôtre est meilleur. Le Conseil supérieur du Plan est-il un endroit à ne pas fréquenter ? Il est normal que vous nous recommandiez la prudence, mais il faut y être présent. »

Cottave, le rapporteur, conteste que le texte de la commission remette en cause l'orientation générale. Sa conviction est renforcée par les arguments qu'il vient d'entendre. Le texte du bureau confédéral est « deux tons au-dessous ». Nous n'avons rien à faire au Conseil supérieur du Plan qui n'a d'autre justification que de consolider la politique du pouvoir.

Dans ce dernier vote du congrès, le bureau confédéral l'emporta encore. Il recueillit 7.700 mandats contre un peu plus de 3.000 au texte de la commission. La minorité atteignait cette fois 28 % des suffrages.

« SOUS LE PORCHE MAUDIT »

Ainsi donc se termina ce VIIe congrès confédéral de « Force Ouvrière ». Mon information a été sans doute trop longue. Je la crois plus que suffisante pour que les commentaires aient de quoi se développer. Il s'agit d'ailleurs moins de commentaires que de participation active à un mouvement syndical dans lequel « Force Ouvrière » — telle qu'elle est, et compte tenu d'une évolution favorable — occupe une place que l'on voudrait plus grande et une position que l'on voudrait plus dynamique.

Je voudrais faire encore une observation à propos des derniers mots de clôture que *Bothereau* a réussi à prononcer. Il a encore tenu à préciser que, contre l'unité d'action, et « à l'échelon confédéral », la position demeurait très ferme. « Tous ceux qui sont passés sous ce porche maudit ont eu, tôt ou tard, à le regretter. » Bothereau sait de quoi il parle. Il est passé deux fois « sous le porche maudit » de l'unité organique. Une fois, juste avant la guerre; une autre fois, juste après. Et pour quoi faire ? Il n'est peut-être pas nécessaire de trop rappeler ce que réformistes et communistes ont fait alors, de concert. Il faut espérer, en effet, que Bothereau y trouve de quoi le regretter amèrement.

MAIS QUE PENSE DONC, DE TOUT CELA, ROGER LAPEYRE ?

On n'a pas entendu, au cours de ce congrès, Roger Lapeyre, secrétaire général de la Fédération des Travaux Publics et des Transports (et, en outre, un des leaders du M.S.U.D.). Il y a des silences éloquents. Il y en a d'autres qu'on n'arrive pas à interpréter. Roger Lapeyre nous dira peut-être ce qu'il faut penser du sien.

Raymond GUILLORE.

IMPRESSIONS ET COMMENTAIRES

Force Ouvrière? Un bon orchestre qui joue deux tons en dessous

Les comptes rendus de la presse parisienne « maigres » au début du Congrès, à l'exception de « *l'Humanité* » qui utilise avec talent tout ce qui peut la servir, furent, au contraire fort prolixes dans les derniers jours. Je dirai même que l'amour du sensationnel conduisit certains journalistes à dire bon nombre de vérités relatives, voire de contre-vérités. C'est ainsi que l'affirmation « Les minoritaires hissent le drapeau noir » si elle attire l'œil du lecteur n'en est pas moins à l'opposé des intentions de tous ceux regroupés sous l'étiquette « minoritaires ». Et, cela m'amène à penser et à dire aux journalistes qu'ils feraient bien de remonter aux sources afin d'essayer objectivement de relater des faits importants pour le public. La presse dans son ensemble gagnerait à être axée davantage vers le sérieux que vers le sensationnel, c'est-à-dire à éduquer plus qu'à suivre les goûts du public.

⁂

Cette mise au point étant faite, mes impressions sont de deux ordres, qui me conduisent à demeurer d'un pessimisme foncier s'agissant de l'évolution de la situation algérienne et de notre démocratie et, d'un optimisme mitigé s'agissant de l'évolution des esprits au sein même de notre confédération.

J'ai vainement tenté pour ma part de tendre une main fraternelle aux Européens d'Algérie (Oran) représentés à ce Congrès et de les conduire à l'effort de réflexion nécessaire. Mes propos ont été inutiles et je suis persuadé qu'ils seront de ceux demain s'affrontant pour rester. Hélas ! le manque de réalisme d'une telle position ira à l'encontre de leur propre intérêt, prolongera l'effusion de sang et secouera une nouvelle fois une démocratie qui n'en a nul besoin. Et, nombreux sont ceux qui, au Congrès, sans l'exprimer publiquement, pensaient à la fragilité du « pouvoir fort » entraînant dans sa chute le reste de nos libertés.

Irons-nous dans notre Confédération au-delà du stade de la pensée et serons-nous capables d'agir, sans complexe, pour parer les coups d'abord et aider à construire ensuite... La question est posée.

⁂

Sur l'évolution des esprits, je reste, après ce Congrès, d'un optimisme mitigé. C'est vrai. Un seul point est encourageant ; la fidélité à l'organisation. Qu'il s'agisse des majoritaires muets ou des minoritaires actifs, ils ont ce dénominateur commun, avec cependant une nuance. Elle est d'importance.

Les uns pensent, même des minoritaires, que tout est possible y compris un regroupement important au sein de F.O. et condamnent en bloc toutes les autres organisations ; d'autres, les moins nombreux, sentent venir l'heure du nécessaire et de l'inévitable regroupement, s'y préparent afin d'éviter le pire, regroupement qui serait l'unité sans exclusive, réalisée sous la pression d'événements extérieurs au syndicalisme.

Voilà une des raisons de mon optimisme mitigé.

Il y en a d'autres... Les jeunes qui sont cependant moins nombreux qu'on n'a bien voulu le dire. C'est une deuxième raison.

Et, pour simplifier, venons-en à la plus importante : l'absence de confiance de la Confédération — justifiée souvent — en ces militants de base qui la conduit à éviter l'action. Un pas sera-t-il fait dans le sens de la formation pour l'action avec ce qu'elle comporte de risques ? Je n'ose y croire.

⁂

Je n'ai encore rien dit et il me faut déjà conclure. Ce Congrès est le meilleur que j'ai connu. Le Bureau confédéral, dans sa grande majorité, est conscient de ce qu'il devrait faire pour apporter « le panache » indispensable. Je suis aussi conscient que lui des difficultés, je sens même ses craintes.

Mais je voudrais que le « J'en tiendrai compte » de Bothereau en postface du Congrès se réalise et à cette fin, il me semble souhaitable qu'il puise dans les deux meilleures interventions, celles de LAVAL (Fédération des Métaux) et de MALNOE (Métaux St-Nazaire) les éléments nécessaires au renforcement des assises de notre mouvement.

Alors, si nous échappons aux catastrophes qui nous guettent, ayant retrouvé le « ton » convenant à un syndicalisme moderne et efficace, il nous sera possible d'aborder avec sérénité et confiance l'avenir.

J. SOFFIETTO.

Vivent les jeunes !

La presse a fait largement état de la caractéristique fondamentale de ce 7e Congrès confédéral de la C.G.T.-F.O. : l'arrivée de jeunes animés d'un dynamisme prometteur. Entendons d'ailleurs par « jeunes » la large couche de militants de moins de 50 ans !...

Il serait sans doute plus exact de dire que des militants « de gauche » ont donné une impulsion sérieuse à ces assises, encore que cette expression « de gauche » est sujette à caution. Disons, en définitive, que nous voulons voir dans Force Ouvrière une organisation rajeunie, moins installée et plus active dans la lutte revendicative, plus distante du Pouvoir mais plus proche des masses ouvrières.

Si nous avons été entre 20 et 30 % à manifester par un vote cette volonté, bien d'autres qui ont fait confiance au Bureau confédéral, sont cependant venus à la tribune exprimer les mêmes désirs.

Et les expressions pittoresques ont fusé. C'est Laval qui a demandé à la Confédération de ne pas paraître aux yeux des jeunes « comme une grand-mère radoteuse ». Quittez donc « cette gueule de pantouflards » a lancé Suzy Chevet. Et, si Joyeux plaignait ses oreilles d'entendre l'orchestre « jouer deux tons trop bas », Soffietto réclamait « Plus de panache ! ». Le plus jeune, Cottave, concluait doctoralement : « Dans la politique du balancier, que le balancier s'arrête un instant sur la gauche ».

⁂

En fait — et je me souviens que Peyre le notait déjà dans la « R.P. » à la suite d'un autre Congrès, il y a dix ans — en fait, l'opposition qui passe entre les militants Force Ouvrière ne se situe pas au niveau

de l'acte de naissance, ni au niveau d'une option politique. Cette opposition existe entre ceux qui préfèrent un syndicalisme de pourparlers et ceux qui choisissent un syndicalisme de masse ; entre ceux qui cherchent un syndicalisme de techniciens et ceux qui réalisent un syndicalisme de militants, entre ceux qui s'accommodent du capitalisme en cherchant à l'améliorer et ceux pour qui la lutte de classe s'inscrit dans leur comportement physique ; faut-il reprendre les vieilles formules usées ? Entre les réformistes et les révolutionnaires. Que certains d'entre nous soient un peu réformistes et beaucoup révolutionnaires mais davantage réformistes, ne change rien à l'affaire. L'opposition ne se situe pas tant au niveau des hommes qu'au niveau des comportements.

Mais, à ce niveau, l'opposition est irréductible. Et qu'un comportement « révolutionnaire » ait marqué à ce Congrès, autour de 25 % des voix — un quart de l'organisation — c'est là un fait qui ne s'était jamais produit. Et c'est cela qui nous réjouit.

Je veux insister sur le fait que cette opposition n'est en rien d'ordre politique, car j'ai entendu quatre ou cinq fois au cours de ce Congrès — dans de bouches très différentes — baptiser « opposition P.S.U. » ce courant quelque peu révolutionnaire. Outre que les jeunes et les moins jeunes qui ont marqué leur opposition viennent de courants très différents, depuis l'anarchisme, le trotskisme, jusqu'au P.S.U., en passant par une bande de jeunes éclos chez nous, sans formation préalable. Outre ces différences d'origine il ne faut pas verser ni dans la propagande indirecte en faveur d'un parti politique, ni dans cette funeste maladie du catalogue. Nous nous refusons aux classements arbitraires. Dès qu'un homme paraît la tentation survient de le classer dans telle catégorie ou dans tel groupe de pensées. Tout ce que dit tel camarade, pour certains cela ne vaut rien dès le premier mot, parce qu'à leurs yeux, c'est entaché de trotskisme ; tout ce que dit tel autre est maintenant, au départ, catalogué P.S.U.

Ce n'est pas avec de tels réflexes que nous nous ferons les champions de la liberté et du droit des opposants à ne pas être d'accord.

Réflexes d'autant plus faciles à extirper, je pense, qu'ils n'apparaissent pas le fait de tous. Car, on doit à la vérité de dire que le Congrès a chaque fois laissé s'exprimer toutes les opinions, puisque aussi bien a-t-il été permis aux quelques camarades « Algérie Française » de parler, bien que le règlement, à ce moment-là, eût dû les faire taire.

POUR IMPOSER LA PAIX

Mais, concrètement, comment cette « opposition » s'est-elle manifestée ?

J'ai participé à la Commission sur l'Algérie. Les difficultés ont été d'abord de procédure. Cette Commission était en réalité dite « internationale » et devait aussi s'occuper de l'Europe, de Berlin et des bombes atomiques. J'étais personnellement inquiet qu'elle ne puisse s'occuper de la riposte interne à assurer vis-à-vis du fascisme étant une des conséquences de la guerre d'Algérie.

Pour un groupe de camarades oranais, le seul fait de classer l'Algérie dans un contexte « international » leur a paru une monstruosité. Ils ont donc, dès le départ, quitté la Commission. Ils traîneront pendant trois jours des figures désorientées, pauvres hommes qu'on voudrait pouvoir remettre dans le droit chemin. Mais peut-être leur faudrait-il à la fois plus de clairvoyance et plus de courage.

Cette hypothèque levée, que voulons-nous dire sur l'Algérie ? D'abord que l'indépendance était en route. Puis, que des négociations devaient s'engager pour aboutir à cette indépendance totale. Et que pour cela, nous devons non pas attendre mais agir pour imposer la paix.

Une première différence se situe là. Tout le monde est d'accord pour désirer la fin de la guerre d'Algérie. Mais il y a ceux qui attendent que le gouvernement y arrive et il y a ceux qui cherchent à mobiliser les travailleurs dans ce but.

C'est dans ce dernier sens que nous avons conclu la résolution pour « imposer la paix », le mot imposer étant un terme dynamique. Le Bureau confédéral en fera-t-il un verbe passif ?

Nous avons ensuite voulu, non seulement fustiger le racisme et le fascisme, mais — là encore — appeler à l'action. Que le gouvernement, quant à lui, « fasse la preuve » de sa volonté d'abattre l'O.A.S., que la Confédération, quant à elle, « renforce ses moyens de défense ». Si les mots ont un sens cela va loin.

C'est ce qu'a développé, au Congrès, au nom de la commission, notre ami Soffietto.

L'attaque est venue, alors, non seulement de ces pauvres Oranais, mais de Laurent, des cheminots. Est-ce par un antagonisme personnel avec Soffietto ? Il a parfois semblé.

En réalité, beaucoup étaient étonnés de ne pas trouver dans le texte de Soffietto deux choses. D'abord que « des garanties » ne soient pas demandées pour les Français d'Algérie et cela avait pour eux des allures d'abandon. Ensuite, qu'on demande tout au gouvernement français mais rien au G.P.R.A.

Soffietto expliqua que le mot « garantie » apparaissait à la fois irréel et dépassé. Cela ne veut rien dire. De quelles garanties s'agit-il ? S'agit-il pour les Européens de se considérer encore et toujours, en Algérie, comme une race supérieure ? Or, aucune distinction de races ne doit plus exister dans un peuple algérien indépendant, qui doit maintenant chercher son unité. C'est ce qui faisait dire à Zerbib, de Constantine : « Il n'y a qu'une garantie possible à apporter aux minorités : celle du peuple algérien lui-même ».

Mais cette position est encore en avance de quelques semaines ou de quelques mois sur les événements et les esprits. Soffietto dut concéder le mot fatidique de « garanties ».

Pour se poser différemment face aux deux gouvernements en présence, une formule plus heureuse fut trouvée : « Le Congrès demande au gouvernement français et attend du G.P.R.A. l'engagement des négociations ».

LA POLITIQUE DE LA PRESENCE

Curieusement, c'est par la politique de la présence dans des organismes officiels que se pose presque toujours l'affrontement entre les deux systèmes de pensée. Il faudra sans doute qu'à un Congrès, les « minoritaires » définissent d'une façon positive, ce que devrait être dans les conditions actuelles, un syndicalisme de masse, plutôt que de se contenter toujours de discuter sur la politique de présence.

Nous avions trois propositions en ce sens : un texte Renard tendant à supprimer la représentatition F.O. à la Commission de l'intéressement, une motion majoritaire en commission par 17 voix contre 11 et présentée à la tribune par Cottave, tendant à retirer le représentant F.O. à la Commission supérieure du Plan, enfin une proposition Dercourt allant jusqu'à retirer provisoirement les membres des Conseils d'administration des Caisses de Sécurité Sociale et des Allocations Familiales pour protester contre le fait que les pouvoirs de ces conseils s'amenuisent de plus en plus au détriment de la bureaucratie.

Je ne veux pas discuter ici sur le fond de ces trois problèmes : il y aurait beaucoup à dire et nous devrons suivre ces situations de très près. La proposition Dercourt, bien qu'elle ait été moins débattue, ne m'apparaît pas la moins importante. Bien au contraire. Je parlais dernièrement, ici même, des pouvoirs que les Conseils d'administration des régimes de retraite complémentaire n'avaient pas encore. Dans le domaine de la Sécurité Sociale, ces pouvoirs sont rognés chaque jour. Il ne reste presque plus rien du pouvoir collectif de gestion. La bureaucratie prend de plus en plus le pas sur la socialisation.

COMMENT UTILISER LE VOCABULAIRE

Pendant que d'autres camarades étudieront ce phénomène actuel inquiétant, je veux me contenter ici de noter l'aspect le plus superficiel de ce qui s'est passé au Congrès. Je veux parler de cette sorte de perversion de vocabulaire et comment les mots et les paragraphes peuvent être interprétés dans un sens ou l'autre.

S'agissant de l'intéressement, la motion Renard interdisait la participation syndicale dans les orga-

nismes traitant cette question. La motion approuvée par le Bureau confédéral stipulait (je donne l'essentiel) : « Le Congrès déclare qu'il ne peut y avoir d'intéressement véritable... tant que subsistent une insuffisance caractérisée des salaires, la prolifération des primes, la contestation des droits syndicaux dans les entreprises... Il exige la participation syndicale des organismes chargés d'agréer les contrats au bénéfice des exonérations, etc... »

Au dernier moment, le Bureau confédéral supprime la dernière phrase et ce qui accompagnait cette phrase, pour ne laisser subsister que la déclaration de principes, évidemment acceptable par tous.

Dans quel but, cette suppression ? Pour permettre a tous de voter le principe et de s'accommoder ensuite de la présence aux organismes d'intéressement ? Ou, au contraire, pour permettre de faire claquer la porte de ces organismes au moment opportun ? Nous ne savons pas.

S'agissant de l'action commune avec les autres centrales syndicales, sachant que le Congrès était disposé à voter peut-être à plus de 50 %, une motion sur la nécessité de « l'unité d'action alimentaire » la commission décida de n'en point parler.

Ce qui fit dire à Bothereau dans son discours de clôture : « Notre refus de l'unité d'action avec la C.G.T. est une position fondamentale. Pour l'abandonner, il faudrait changer l'équipe dirigeante. Un texte le précisant serait donc superflu. Certains, qui à leur corps défendant, sont passés sous ce porche maudit, se rebelleraient si nous prenions pour règle d'aller au-delà d'une action limitée ».

LA DENONCIATION DU CAPITALISME ACTUEL

Où ce démarquage a pris un aspect particulier, c'est dans l'affaire de la Commission économique. Celle-ci (unanime) après deux jours de travail présente un texte lourd de sens. La condamnation du système capitaliste tel qu'il se traduit aujourd'hui à travers son soutien politique est flagrante et largement dépeinte. Cela paraît trop fort au Bureau confédéral qui, ne pouvant plus participer à la Commission qui a clos ses travaux, sort un texte qui se présente non pas seulement deux tons au-dessous mais bien un octave en dessous !

Comparons. La Commission : « Le Congrès dénonce l'évidence de l'utilisation fallacieuse que le régime actuel fait des institutions du Plan ». Le Bureau : « F.O. n'admettra jamais qu'un régime politique s'empare des organismes de la planification pour en faire ses instruments ».

La Commission : « Le Congrès condamne la volonté du gouvernement d'identifier sa politique économique et le mécanisme du Plan, utilisant celui-ci comme un instrument de propagande politique ». Le Bureau : « Participer à l'élaboration d'un Plan, n'est pas approuver la politique d'un régime. La situation actuelle impose plus que jamais de distinguer l'un de l'autre ».

La Commission : « Le Congrès réaffirme son opposition fondamentale à cette politique rétrograde qui sacrifie délibérément aux intérêts capitalistes, les aspirations légitimes des travailleurs ». Le Bureau : « L'inégale répartition de l'accroissement du revenu national fait depuis plusieurs années la part trop belle aux profits au détriment des intérêts des travailleurs ».

La Commission : « La politique actuelle conduit à une concentration financière de plus en plus forte dans le secteur de la distribution au bénéfice des entreprises capitalistes les plus importantes et les plus influentes ». Le Bureau : « La lourdeur du système distributif » .

La Commission : « La fiscalité s'avère comme un instrument au service des classes possédantes ». Le Bureau : « L'injustice de la fiscalité... ».

La Commission, enfin : « dénonce le principe de la politique gouvernementale qui veut que l'accroissement de la masse des rémunérations salariales soit limité à l'augmentation de la productivité ». Le Bureau : « Au nom d'une prétendue rigueur financière... ».

Pour être juste, il faudrait tout citer car, il est vrai que le texte confédéral se déclare prêt à « combattre toute politique qui sacrifie les intérêts des travailleurs aux intérêts de quelques privilégiés ». Qu'on se reporte donc aux textes Mais le texte confédéral se place sur les principes, celui de la commission se prononce contre la politique actuelle. La nuance est de taille.

Je pense en avoir assez dit pour montrer à la fois les affrontements et les espérances de ce 7e Congrès Force Ouvrière.

M. CHAUSSE.

Reconstruction de l'unité

Voici mes intentions et par là celles de la section F.O. des métaux de Saint-Chamond, lorsque je fus mandaté pour intervenir au 7e Congrès fédéral.

Avant tout, faire prendre conscience au congrès et, naturellement, au bureau confédéral, du problème de l'unité syndicale tel qu'il se pose de plus en plus aux ouvriers et, plus particulièrement, aux jeunes ouvriers. Le premier travail est, à notre avis, d'informer les jeunes sur le passé du mouvement syndical et sur les faits marquants de l'histoire syndicale : Charte d'Amiens; scissions et réunifications dans la C.G.T. française.

Ce travail d'information étant fait, il importe que la C.G.T.-F.O. dise clairement comment elle entend réaliser d'une façon durable l'unité syndicale avec *tous* les travailleurs, dans le respect de la pensée de chacun.

Voici très brièvement notre objectif n° 1. Y sommes-nous parvenus au cours de ce Congrès ? Très franchement, je ne le pense pas. Mais je suis persuadé que, maintenant, un nombre important de militants ont le même objectif. De plus, la venue de jeunes au mouvement syndical et plus particulièrement leur entrée à la commission exécutive confédérale va permettre à la CG.T.-F.O. de s'adresser de façon plus directe, et surtout plus compréhensible aux travailleurs. Pour nous, le syndicat représente la *seule force valable* sur le plan national comme sur le plan international.

PERRIN
(des Métaux de Saint-Chamond)

Résolution sur l'Espagne

Le Congrès réaffirme sa solidarité entière au peuple espagnol et à nos camarades exilés.

Il dénonce le comportement du Gouvernement français qui supprime à ces derniers tous moyens d'expression dans leur langue et condamne le triste marchandage ayant abouti à l'incarcération de syndicalistes et de républicains espagnols et à une tentative de justification du régime franquiste.

Chez les postiers autonomes

Nous avons assisté à une des séances du Congrès national des Syndicats autonomes des Postiers. C'était la séance où l'on discutait de l'orientation et de l'organisation. Nous avons entendu les camarades *Gervais* et *Jonard*, rapporteurs d'une résolution générale; des interventions diversement orientées, dont celle de *Martin* (Chèques postaux de Paris) et *Keravis* (de l'Isère). Nous avons remarqué l'excellente intervention du camarade *Porte*, secrétaire général.

Bien entendu, nous avons des impressions à communiquer de ce contact intéressant avec les Postiers autonomes. Les camarades nous excuseront si l'abondance des matières nous oblige à les reporter au prochain numéro. D'ici là, nous espérons que les camarades postiers autonomes nous auront envoyé les résolutions définitivement adoptées. Cela nous permettra de compléter notre information et d'avoir une opinion plus exacte sur le congrès. D'ailleurs, pourquoi l'un d'entre eux — ce qui serait beaucoup mieux — ne nous donnerait-il pas lui-même ses propres impressions ?

PROPOS IRRÉGULIERS

Réalités impertinentes et inopportunes

Les grands débats théoriques, les grandes constructions politiques et économiques, les « planifications industrielles, agricoles, commerciales et... culturelles » encombrent les pages des revues, les colonnes des journaux, les séances des congrès. Nous ne nous en plaignons pas. Même lorsque les leaders de nos organisations et de nos mouvements ne nous réservent plus — s'ils condescendent à s'apercevoir de notre présence — que le rôle facile et passif de gardiens du musée de « l'archéo-syndicalisme »...

Avec quelque outrecuidante vanité, nous avons opposé dernièrement notre constance antistalinienne à d'éminents intellectuels glorifiant l'efficacité de Staline — comme d'autres avaient accordé à Mussolini et à Hitler à la suite d'examens « objectifs » la responsabilité de bilans favorables. Nos pauvres réalités ne font jamais le poids... car elles n'attaquent pas le « réalisme » des esprits supérieurs, capables de justifier sur le ton de la certitude définitive leurs « vérités d'aujourd'hui » sans aucune référence à leurs erreurs d'hier. Leconte de Lisle disait méchamment et injustement de Victor Hugo... « qu'il était bête comme l'Himalaya ». Mais cela restait un hommage implicite... A des hauteurs moindres, les clercs et les prophètes ont le droit d'être stupides sans rien perdre de leur relief et de leur altitude.

C'est ainsi que ceux qui vantaient l'efficacité de Mussolini ignorent l'expansion italienne, déterminée par l'écroulement du fascisme. Le « miracle allemand » s'expliquerait — selon d'autres plus malins et plus nocifs — par l'héritage hitlérien dont il est l'évidente négation et l'éclatant désaveu (1).

Ceux qui applaudissaient hier Khrouchtchev héritier de Staline sont tout disposés à acclamer Khrouchtchev iconoclaste antistalinien, à tendre la main à Thorez, après sa « révision déchirante », comme ils lui tendaient au temps de sa docilité délirante.

Alors, évidemment, lorsque de la même famille intellectuelle émergent des doctrinaires, des planificateurs, des organisateurs, nous éprouvons a priori d'invincibles répugnances. C'est peut-être archaïsme incurable... incapacité à voir au delà des revendications immédiates. C'est peut-être aussi que nos grands hommes soulevés par un réalisme à longue échéance... ont toujours méconnu des réalités permanentes, profondes, sur lesquelles les humbles rédacteurs de la « R.P. » n'ont pas cessé d'attirer l'attention des militants ouvriers. Nous ne discutons pas ici de plans ambitieux. Nous ne proposerons que des observations particulières et des définitions limitées.

LE CENTRALISME : HERITAGE DE NAPOLEON

Un exemple de survivance réactionnaire, c'est la centralisation française, conséquence et moteur du centralisme étatiste. Des néo-syndicalistes qui critiquent nos formules surannées restent, sans toujours l'avouer, fidèles à une concentration bureaucratique que les bolchevisés introduisirent, il y a quelque quarante ans, dans l'organisation ouvrière. Le dirigisme des salaires, la préférence accordée aux conventions collectives nationales, la suppression des syndicats de métiers, la subordination des unions départementales aux bureaux confédéraux, l'importance grandissante des syndicats nationaux... tout cela obéit à la même tendance fondamentale qui a abouti à l'hypertrophie des ministères et des services parisiens.

Or, si la technique oblige à sortir des frontières nationales, l'évolution des activités et des besoins commande l'éclatement des centres de production, de circulation et d'administration. Le mouvement de décentralisation industrielle que nous avons signalé à plusieurs reprises, engagé depuis 1945, malgré l'hostilité des « élites » dirigeantes, a déjà obtenu des résultats appréciables.

Les gens d'Action Française ne manquaient pas d'incriminer les monstruosités jacobines qui imposèrent une unité artificielle sur les ruines des institutions monarchiques provinciales, où l'autorité était largement « déconcentrée ». Ainsi la création des départements aurait préfacé une centralisation abusive des pouvoirs. La vérité historique est moins simple. L'administration royale n'avait pas d'autre objet que de drainer vers le Trésor une part importante des ressources des provinces. Si le roi ou son intendant « petit roi dans la province » respectaient les usages locaux, c'était surtout parce que les communications étaient longues et difficiles. L'amélioration du réseau routier au XVIII[e] siècle compte parmi les causes de la révolution. Le département coïncidant souvent avec le diocèse ne fut nullement une création artificielle. Et le chef-lieu était placé là où l'on pouvait atteindre en une chevauchée de vingt-quatre heures la paroisse la plus éloignée, aux confins du département. La Constitution de 1791 en instituant l'élection des administrateurs départementaux et des juges ne consacrait pas la centralisation politique. Sans doute le corps électoral se composait-il exclusivement de propriétaires — citoyens actifs. — Mais la Constitution de 1793 beaucoup plus démocratique ne fut pas plus centralisatrice. Ce sont les nécessités de guerre qui ont paralysé le fonctionnement du régime de 1791 et suspendu l'application de celui de 1793. Le gouvernement révolutionnaire, la dictature jacobine furent conçues comme des moyens stratégiques, exceptionnels et provisoires. Napoléon, au contraire, imposa, à titre institutionnel, une administration centralisée dont nous subissons encore l'appareil despotique, maintenu depuis cent cinquante ans par les régimes autoritaires et aussi par les gouvernements démocratiques.

M. Jean-François Gravier, dans une étude de la revue « Economies régionales » (décembre 1960, janvier et février 1961), a fourni des précisions édifiantes qui valent d'être méditées. En France, on ne compte actuellement que **38 agents des pouvoirs locaux pour 100 agents de l'Etat. En Grande-Bretagne — Etat centralisé pourtant — le rapport passe à 125 % et aux Etats-Unis à 213 %.** Dans nos préfectures et hôtels de ville, les délégués des ministères occupent souvent plus de bureaux que les employés des départements et des municipalités

---

(1) Dans le **Monde Libertaire** de novembre 1961, j'avais relevé les stupidités ahurissantes formulées par M. Robert Jungk... dans **L'Express** des 7 et 14 septembre 1961, attribuant les succès économiques allemands aux survivances de la stratégie hitlérienne. Je vois avec satisfaction que dans **Preuves** de décembre 1961, Alain Clément, sous le titre **L'Allemagne de Fantomas**, établit, par des exemples précis, le vertige délirant de M. Jungk. On ne reprocherait à ce spécialiste averti qu'un excès d'indulgence. Il est vrai qu'il note — peut-être pour excuser M. Jungk — que depuis des années on attend en vain de **L'Express** un article intelligent sur ce sujet : le problème allemand. Il faut aller plus loin. Et condamner définitivement cet hebdomadaire de gauche qui se vautre dans la germanophobie plus ou moins grossière. N'est-ce pas pour justifier le titre **d'Orient-Express** que l'ami Guilloré lui attribue ironiquement ?

— qui d'ailleurs sont tenus d'appliquer des lois, décrets et arrêtés rédigés et publiés à Paris, ou de soumettre leurs rares initiatives aux autorités de tutelle.

M. Gravier ne nous apprend rien quant à notre structure ferroviaire... « **réseau en étoile centralisé sur Paris** ». Avant la création de la S.N.C.F. — qui n'a pas modifié cette structure — cinq réseaux sur sept s'orientaient vers Paris exclusivement (les réseaux du Midi et d'Alsace-Lorraine à l'exploitation strictement limitée échappant seuls à cette règle). Mais la haute bourgeoisie industrielle, commerçante et financière a naturellement profité des cadres rigides du régime napoléonien. C'est à Paris que se retrouvent encore les principaux organismes financiers et les états-majors des sociétés les plus puissantes. Même si l'usine est installée dans les Alpes... ou en Afrique, le siège social est à Paris. Les mines et l'industrie lourde se localisent autour des lieux d'extraction du charbon et du minerai. Mais les industries de transformation — mécaniques et électriques particulièrement — obéissent à cette force centripète — comme les usines automobiles édifiées après 1918. **De 1896 à 1931, la population industrielle s'accroît de 17,6 % en province et de 63 % dans la région parisienne.** Le recensement de 1954 accorde aux trois départements : Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, **17 % de la population française totale et 51 % des effectifs ouvriers dans l'automobile et le cycle — 60 % dans la construction électrique.**

Concentration de l'administration, des services publics, des états-majors économiques. Aussi de la richesse. En 1938, le revenu **immobilier** imposable s'élevait en moyenne par habitant à 811 fr. dans la Seine et à 301 fr. dans le reste de la France. Les salaires nominaux à la même époque perdaient 40 % de Paris en province et les salaires réels de 15 à 25 %.

L'UNIVERSITE NAPOLEONIENNE

M. Gravier ne manque pas d'inclure l'Université dans sa rétrospective de l'hypertrophie parisienne. L'Université de Paris en 1939 rassemblait 46 % des étudiants — 57 % des diplômes d'ingénieurs étaient délivrés par les Grandes Ecoles parisiennes — 40 % des membres de professions libérales et des cadres supérieurs résident encore à Paris, selon le dernier recensement.

Le plus grave — qu'il ne dit pas — c'est que le personnel de toutes les catégories universitaires — à la seule exception des instituteurs — est soumis à un avancement dans le cadre national. Professeurs de lycées, des collèges (des anciennes écoles primaires supérieures), des écoles techniques, des écoles normales, inspecteurs d'académie et inspecteurs primaires étaient pour la plupart d'autant plus attirés par Paris, qu'il existait un cadre parisien privilégié matériellement et moralement dans la plupart des catégories enseignantes. La suppression de cette humiliante hiérarchie a peut-être ralenti la course vers les établissements parisiens. Elle ne l'a pas stoppée. Le système avant la guerre était aussi préjudiciable à la clientèle de province à laquelle les enseignants n'avaient pas le temps de s'adapter, qu'à la clientèle parisienne qui disposait de professeurs « émérites », au sens étymologique du mot... c'est-à-dire jouissant par anticipation d'une retraite honorable, avec traitement d'activité. La réforme a fort heureusement profité aux établissements de la région parisienne. Mais la plupart des lycées et collèges de province restent des voies de passage et des stations provisoires.

LA DECENTRALISATION

Nous ne suivrons pas M. Gravier dans ses élans lyriques, inspirés par l'expansion française, depuis la guerre. Au reste, notre orgueil patriotique ne se justifie pas par le génie particulier de notre peuple. Il s'agit de toute l'Europe occidentale, dont la croissance économique ne se ralentit pas. Le plan Marshall y est bien pour quelque chose. Et l'Allemagne et l'Italie nous dépassent par le rythme de leur production et de leur enrichissement.

Mais l'évolution générale accentue l'anomalie de la centralisation française. Elle obéit à des lois nouvelles dont l'application s'étend au monde entier. le privilège des capitales offrant seules un équipement suffisant et la jouissance de loisirs agréables.

Il y a d'abord la fin d'une époque caractérisée par la primauté du charbon et du chemin de fer,

L'automobile, l'électrification, les télécommunications ont rompu l'isolement des provinces. C'est à Paris que la circulation et le stationnement des véhicules sont le plus gênés par l'insuffisance de l'espace vital. On peut toujours fabriquer quelque chose — dit M. Gravier — lorsque l'on dispose de main-d'œuvre, de routes et de lignes électriques. Dans les villages et les petites villes, on peut bénéficier de l'eau courante, d'appareils électroménagers, de récepteurs de télévision. Et Léon Blum avait raison de dire en 1936 que **les « vacances payées » et la semaine des deux dimanches avaient fait passer sur toutes les provinces, comme « un frisson joyeux »**

LA REGENERATION DES PROVINCES RURALES

Ces lois de l'évolution moderne devraient être connues et comprises par tous ceux qui se préoccupent des problèmes posés par les progrès des « pays neufs ». Une réforme agraire créant une petite propriété paysanne apparaît comme la condition préalable de la formation d'une nation. Mais il ne faut pas oublier qu'en Europe occidentale, la liquidation du féodalisme ne s'accomplit que grâce à l'industrialisation, qui attira vers les usines la masse de manœuvre constituée par le prolétariat agricole excédentaire. Nous avons déjà signalé la nécessité de cette migration de la campagne vers la ville, qui causa en Angleterre et en France au XIXe siècle d'intolérables misères mais qui, chez nous, consolida la petite propriété paysanne. On sait qu'en U.R.S.S. et sans doute en Chine populaire, l'accélération du processus décupla les souffrances et les misères, sans profiter aux paysans survivants. Les communes chinoises et leurs hauts fourneaux en miniature, leurs ateliers préhistoriques n'ont illuminé que les regards fatigués de M. Servan-Schreiber père. Mais la déconcentration des entreprises industrielles, l'électrification généralisée pourraient porter au milieu des champs et des prés un équipement léger et ultra-moderne. Et la Bretagne, où les troubles agraires sont exploités, contre tout bon sens, par les pires réactionnaires, offre la promesse d'une transformation rapide, par l'installation d'une filiale Citroën à Rennes et de laboratoires électroniques à Lannion. Cela paraît sporadique sans doute, mais dans une province où le terroir se prolonge à l'infini, où la foi a changé de sens et de couleur sans perdre son action persévérante sur des âmes naturellement idéalistes, la jeunesse peut être portée par des réactions en chaîne vers les entreprises techniques les plus audacieuses. On y assiste d'ailleurs, depuis 1957, à la construction d'usines par une société d'équipements qui les cède en location-vente à des industries décentralisées.

D'après M. Gravier, le processus d'industrialisation rapide s'engagerait en Normandie, Picardie, Champagne, Orléanais, Maine et Touraine — dans la zone Rhône-Rhin, placée au centre du Marché commun — dans la région Rhône-Alpes... La crise agricole ne s'explique pas seulement par le soutien artificiel, plus ou moins efficace, par l'Etat d'exploitations qui ne résisteraient pas aux lois naturelles du marché mondial. Des investissements mas-

sifs — pas encore rentables — sont déterminés par la « colonisation des plaines corses », l'irrigation des coteaux de Gascogne et de Provence, le défrichement partiel des Landes, surtout la conversion du Languedoc méditerranéen où à la monoculture de la vigne serait substituée une polyculture exportatrice.

Nous ne nous attarderons pas sur les initiatives gouvernementales et capitalistes tendant à la décentralisation systématique. Les sociétés de développement régional et les sociétés d'équipement doivent favoriser pas mal d'intérêts particuliers, peut-être d'appétits sordides. Nos amis de province pourraient nous fournir à ce sujet une documentation beaucoup plus désintéressée que celle des organismes officiels.

Mais si méprisable qu'elle soit, la spéculation financière suit la tendance et ne la provoque pas. La décentralisation n'est pour certains une opération rentable que parce qu'elle s'annonce comme une évolution nécessaire.

Or, une fois encore, l'organisation syndicale se traînera derrière l'événement, si l'attention des militants reste tendue vers les combinaisons bureaucratiques du centre. La concentration industrielle avait favorisé l'effacement des unions qui auraient pu cependant organiser sur place la solidarité ouvrière étendue aux agents locaux des services nationaux ou nationalisés. Mais alors que la déconcentration s'engage, la carence des unions traduirait une nouvelle abdication du syndicalisme. M. Gravier s'efforce d'énumérer les éléments déterminanfs du choix géographique des entreprises. S'il néglige l'intervention des unions de syndicats locales ou départementales, est-ce parce que celle-ci est négligeable. Utilisation sur place ou déplacement de la main-d'œuvre, conditions humaines de la décentralisation, réadaptation des professionnels déclassés, problèmes de l'habitat et des transports, promotion ouvrière des ruraux « déracinés », éducation technique et sociale des jeunes générations... ce sont là des activités qui ne peuvent être menées ou dirigées de Paris. Jamais l'héritage des bourses du travail de Fernand Pelloutier n'a pris autant de résonance, n'a acquis autant d'efficacité immédiate.

DECENTRALISATION UNIVERSITAIRE

M. Gravier insiste aussi sur la décentralisation universitaire qui tend à diminuer la densité démesurée de l'académie de Paris, à transporter en province certaines des grandes écoles, à créer des filiales provinciales des grandes écoles parisiennes, à développer les centres et les laboratoires provinciaux du Centre de la recherche scientifique et du Commissariat à l'énergie atomique.

Tout cela témoigne de dispositions heureuses. Mais l'essentiel pour nous, c'est la base de l'enseignement, le maintien dans les départements des instituteurs « indigènes » qui ne vont pas au-delà du chef-lieu. Nous possédons aussi nos « réalistes » qui pour accrocher leurs coefficients aux grilles du second degré s'efforcent de détacher les catégories de la masse des instituteurs. Besogne absurde et néfaste ! Pour que cette salutaire décentralisation s'humanise, il faut que se forment sur place non seulement les ouvriers qualifiés, mais encore les cadres des industries et des administrations locales. La réforme de l'enseignement déjà entreprise aboutit souvent à la multiplication des sélections. Je ne sais si l'Université en profitera. Mais je suis certain que le syndicalisme ouvrier et universitaire impose préalablement de conserver dans le cadre départemental — quelquefois régional — non seulement les écoles primaires, mais encore les collèges (ex-cours complémentaires ou ex-centres d'apprentissage) avec un personnel fidèle à ses origines géographiques et sociales.

OBSERVATIONS SUR L'AGRICULTURE MONDIALE

Louzon, dans un des derniers numéros de la « R.P. » a souligné le caractère artificiel de l'exploitation agricole dans les pays fortement industrialisés de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale. La crise agraire en France, les discussions assez âpres engagées au sein du Marché commun principalement entre la France et l'Allemagne fédérale illustrent et confirment sa thèse sur l'intervention de la puissance politique « soutenant » des prix agraires, hors des lois du marché mondial. Le dernier rapport de l'O.N.U. sur l'agriculture et l'alimentation (1960-1961) fournit quelques données édifiantes.

Si l'on mesure la valeur réelle des exportations agricoles par leur pouvoir d'achat en produits manufacturés, on aboutit à cette constatation alarmante que de la période 1948-1952 à la période actuelle, le volume des exportations agricoles a augmenté de 41 %, mais leur valeur nominale de 21 % seulement à prix courants **et de 10 % en valeur réelle.** Si l'on soustrait les expéditions effectuées à conditions spéciales (c'est-à-dire en dons des U.S.A.), le volume des exportations commerciales a augmenté de 33 %, leur valeur nominale de 14 % **et leur valeur réelle de 4 %.**

Ce qui signifie en termes clairs que la disparité entre les prix agricoles et les prix industriels s'aggrave constamment. C'est sur le plan mondial un problème dit des « ciseaux » dont il fut beaucoup parlé en Russie soviétique, lors de la crise qui suivit la mort de Lénine. On explique ainsi l'intervention des Etats pour maintenir ou améliorer les revenus agricoles dont la charge incombe aux citoyens qui payent doublement en qualité de consommateurs et de contribuables : les prix des denrées sont supérieurs aux cours mondiaux et l'impôt compense le manque à gagner des cultivateurs. C'est vrai pour la France comme pour l'Allemagne fédérale. On peut conseiller au gouvernement de Bonn de sacrifier son agriculture, comme fit l'Angleterre au XVIIIe siècle. On peut plus difficilement l'obliger à payer ses approvisionnements agricoles à des prix exorbitants, afin que l'agriculture française puisse survivre et se développer artificiellement.

Le rapport constate que depuis la guerre, il n'y eut amélioration sensible de l'alimentation (en qualité et en quantité) que dans les pays industriels qui étaient déjà **« les mieux alimentés »** — ce qui élargit chaque année davantage l'écart entre ces peuples favorisés et les autres. Le volume de la production agricole du monde (en excluant la Chine continentale) aurait augmenté de 1 % en 1960-61, tandis que l'accroissement démographique annuel s'élève à 1,6 %. Par une infernale contradiction, il y a des excédents en Europe occidentale et en Amérique du Nord, tandis que la disette et la famine menacent encore les pays sous-développés. Il faudrait donc sur le plan mondial étendre le système des exportations financées par l'Etat fédéral de Washington. Celles-ci ont représenté 40 % des exportations agricoles des U.S.A. en 1956-57, 34 % en 1958-59 et seulement 20 % en 1959-60 — cette diminution du pourcentage provoquée exclusivement par un accroissement considérable (et sans doute provisoire) des exportations de coton. Certaines importations de blé furent ainsi presque entièrement... « **décommercialisées** » en 1959-60 **pour 90 % en Inde et au Pakistan, de 70 à 80 % en Egypte, en Turquie et en Yougoslavie.**

Une autre observation intéressante pour éclairer la politique agraire du gouvernement de Bonn, si décriée en France. De 1949 à 1960, 123.907 exploitations agricoles, soit 546.978 hectares, ont été mises à la disposition de réfugiés d'Allemagne soviétique. 52 % de ces terres ont été récemment aménagées pour cette destination particulière, 42 %

ont été achetées ou louées à leurs anciens exploitants, le reste a été acquis par mariage. Dans le premier cas, ce sont de petites propriétés de 1,5 hectare en moyenne. Le financement total de cette intégration dans l'activité agricole s'est élevé à 3.705,5 millions de marks, soit 4.560 millions de NF (plus de 400 milliards d'anciens francs) dont 64,5 % furent payés par l'Etat fédéral et 35,5 % par les Laender.

Ne pourrait-on attirer l'attention des Français sur cette œuvre de solidarité dont le « monde libre » et particulièrement l'Europe du Marché commun devrait supporter toute la charge ? On n'est pas pro-Américain ou pro-Allemand en constatant que Washington et Bonn — pour des raisons qui, certes, ne sont pas seulement « idéalistes » — ont accompli en assistant les peuples victimes de la disette et de la famille, en reclassant les transfuges de la colonie soviétique, l'œuvre humanitaire qu'une Internationale ouvrière et socialiste authentique aurait inscrite en priorité sur son programme.

SALAIRES, GAINS ET MASSE SALARIALE

Pour éclairer les controverses sur la question des salaires, cueillons quelques observations intéressantes dans « Etudes et Conjonctures » de juin 1961 (article de M. Jacques Mérand). L'auteur, avec conscience, critique les statistiques, courbes et indices officiels. Il distingue d'abord le taux horaire moyen de base — et le gain horaire égal au quotient de la masse des salaires versés par le nombre d'heures ouvrées correspondantes. En effet, le taux horaire s'établit en fonction d'une qualification professionnelle bien définie et limitée. Dans le gain horaire moyen interviennent les primes et les heures supplémentaires payées à un taux supérieur. De 1950 à 1953, ce gain moyen dépassait de 12 % le taux horaire **et l'écart atteignait 21 % en 1960.**

On peut encore évaluer le gain hebdomadaire (dans lequel le nombre d'heures supplémentaires intervient directement). Enfin on peut tenter de calculer la masse salariale.

C'est l'année 1960 que M. Mérand cite à titre de référence. Les discordances décelées ne laissent que des approximations incertaines, quant à l'évolution des salaires. En un an, le taux horaire de base a augmenté de 7 % — le gain horaire de 7 1/2 à 8 1/2 % — le gain hebdomadaire de 8,3 % — la masse des salaires de 10 %. Mais il faut encore séparer les deux semestres, le second portant des variations saisonnières, les vacances, la diminution des effectifs. De janvier à juin inclus, le taux horaire monte de 3,3 % — le gain hebdomadaire de 5,5 % — la masse des salaires de 7 %. De juillet à décembre, au contraire, une croissance plus forte du taux de base : 3,7 % n'aboutit qu'à une augmentation globale de 3 %.

Ce petit exemple prouve à quel point il faut se méfier d'informations chiffrées, probablement exactes, mais qui n'ont de valeur que si l'on précise préalablement les facteurs des produits ou les termes des rapports.

Si l'augmentation du gain horaire est supérieur à celle du taux horaire, c'est que celui-là comprend des heures supplémentaires majorées. Si le gain hebdomadaire n'est pas proportionnel au gain horaire, c'est qu'il y a allongement de la semaine de travail. Si la masse des salaires croît à une cadence plus rapide que le gain hebdomadaire, c'est qu'il y a accroissement des effectifs de la main-d'œuvre.

Interprétations confirmées par l'examen des résultats du deuxième semestre où les perturbations saisonnières jouent sur la longueur de la semaine et les effectifs ouvriers.

L'IMPRECISION DU POUVOIR D'ACHAT

Il convient également de se méfier des commentaires basés sur le pouvoir d'achat. L'évaluation de celui-ci serait acceptable si l'on calculait le salaire réel par la conversion du salaire nominal en unités de produits consommables. Mais d'une part il n'est pas de notion qui soit plus imprécise et plus flottante que la consommation. Il est déjà très difficile de calculer le minimum vital, à moins de le réduire — comme dans les camps de concentration — à ce qui est strictement nécessaire pour vivre. On a discuté longuement, il y a dix ans, sur le poids et le contenu de la ration alimentaire minimum. Plus longuement et plus vainement sur le temps d'usage d'un complet, d'une veste de sport ou d'un bleu de travail. Et seule une sorcière de Macbeth pourrait prévoir, un mois d'avance, le rythme des commandes de récepteurs de télévision, de machines à laver, de réfrigérateurs, d'automobiles, etc.

M. Mérand observe avec pertinence que le pouvoir d'achat des salariés avait à peine atteint en février 1961 son niveau de 1957, alors que le volume de leur consommation était nettement plus lourd qu'en 1957. **Il sufit pour cela que l'on ait acheté en plus grande quantité les produits dont le prix a le moins augmenté.**

D'autre part, et c'est pour nous l'essentiel, M. Mérand affirme qu'à la longue les divergences deviennent sérieuses entre l'évolution du coût de la vie pour un célibataire et pour une famille. Dans le budget de celui-là, le loyer, les services, les loisirs pèseront relativement plus, et l'alimentation moins que dans le budget familial. Aussi notre auteur obéit-il à la règle actuelle en comparant le gain hebdomadaire d'un célibataire et celui d'un père de famille dans lequel s'incluent les allocations familiales. Il se trouve qu'en 1960 le pouvoir d'achat du premier a augmenté de 5,5 à 6 % contre 4,5 % pour celui du second.

Il y a quelque dix ans, à l'Union des syndicats F.O. de la région parisienne, nous avions éclairé la lutte ouvrière, en arrachant la notion pure de salaire professionnel d'une masse salariale informe où les primes, allocations et « dessous de table » occupaient plus d'espace que la rémunération du travail.

On entretient la pire confusion dans les esprits en discutant autour de ces notions vagues et flottantes de gain, de pouvoir d'achat, de salaire... indirect. Un professeur belge, Paul Lambert, disait en 1959 dans un ouvrage intitulé : « **La doctrine coopérative** », que « **la doctrine du juste prix affirme que le coût doit être réduit à la rémunération du travail nécessaire et que le profit doit faire l'objet d'une redistribution collective** ».

Or la survalorisation et la multiplication des heures supplémentaires faussent complètement le calcul de la rémunération du travail. Un exemple, évidemment arbitraire, souligne l'incohérence du système. Supposons qu'un ouvrier demeure par semaine 60 heures au lieu de 40 à l'atelier, que les dix premières heures supplémentaires soient majorées de 50 % et les dix suivantes de 100 %. Si l'on représente par a le salaire horaire professionnel, il touchera 75 a pour 60 heures, ce qui fixera son salaire horaire moyen à **a** + 1/4 de a, mais il aura perçu en une semaine 35 a de plus que le salaire légal, c'est-à-dire presque le gain de deux ouvriers.

Quant à toutes les primes et allocations — presque toujours justifiées en principe, mais qui sont absolument indépendantes de la qualification et du travail professionnel — elles s'inscrivent dans le chapitre : « **redistribution collective du profit** ».

STABILITE OU STAGNATION ?

Faut-il chercher dans la conférence de presse de M. Debré des motifs nouveaux de condamnation du

gouvernement ? On laissera cette charge aux candidats à la succession. Il est normal que ceux-ci cherchent à attirer la clientèle par un classement plus rentable de la marchandise ou une technique plus savante de l'étalage. Nous ne figurons pas dans la clientèle et nous voudrions convaincre nos amis des syndicats ouvriers du danger d'une discussion sur la politique gouvernementale ou les lignes concourantes d'un plan d'harmonisation. L'idée-force de M. Debré, c'est **stabilité**, des progrès disciplinés. Cela doit suffire. Il s'agit d'élever sur un flot mouvant un édifice construit avec des matériaux élastiques. Ce que nous avons dit sur le caractère imprévisible de la consommation et des besoins s'applique encore davantage aux techniques de production et plus encore aux moyens d'échange. Et même si la terre était stable, le ciel de la politique internationale porte des nuées chargées d'orages et de tempêtes capables de détruire toute construction humaine.

Un seul exemple : la monnaie. On dresse devant l'opinion publique le spectre de l'inflation. Mais médecins et sorciers sont incapables de localiser la cause du mal, même de définir celui-ci. On disait autrefois que l'inflation c'était l'augmentation anormale de la monnaie de papier par rapport à la couverture en monnaie métallique. On a pris ensuite comme étalon de valeur, une monnaie « riche » : le dollar. D'aucuns prétendent que l'inflation dépend exclusivement d'une discordance entre une circulation monétaire accélérée et une production de marchandises stable ou déclinante.

Un étalon pour toutes mesures exactes doit être rigoureusement invariable et d'une grandeur définitivement et strictement limitée. Or il paraît que l'or n'est pas à sa valeur réelle. Et l'on parle de la dévaluation du dollar menacé, comme la livre. On a dévalué le franc (opération qui fut la cause probablement primordiale du « redressement » célébré par M. Debré). On a réévalué le mark. La gauche européenne affirme avec raison que le Marché commun ne sera solidement établi que lorsqu'on disposera d'une monnaie européenne — qui butera sans doute contre les frontières du dollar, de la livre... du rouble. Cependant, si les gouvernements gardent encore l'initiative de manipulations monétaires, sauf catastrophe imprévisible, le monde dit libre est assuré d'une organisation internationale du crédit et des changes excluant l'hypothèse d'une inflation semblable à celle de l'assignat sous la Révolution, du mark dans l'immédiat après-guerre de 1919.

Le phénomène caractéristique de l'époque reste-t-il la circulation des capitaux ? L'exemple des Etats-Unis prouve encore la fragilité des thèses officielles et l'impossibilité des prévisions. Si le dollar est menacé, il faut éviter l'hémorragie financière, donc retenir les capitaux. Mais ceux-ci sont attirés en Europe occidentale **par une main-d'œuvre moins onéreuse et des taux d'intérêt plus élevés.** Or, le gouvernement de Washington, en 1961, voulait abaisser le taux d'escompte, afin d'éviter le fléchissement de l'économie, car la reprise impose « **de l'argent à bon marché** ». Eternelle contradiction entre les prêteurs qui cherchent **à majorer l'intérêt** et les emprunteurs qui veulent **l'abaisser — entre la fortune acquise et le capital en formation.**

L'administration démocratique semble s'orienter selon une tendance diamétralement opposée à celle des économistes classiques. On préfère l'activité à la stabilité. A ceux qui réclament un renforcement du protectionnisme et l'abaissement du coût de la main-d'œuvre, M. Boll, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires économiques, a répondu dernièrement (novembre 1961) par un refus net et quelque peu méprisant : « **Il ne fallait pas céder à ceux qui voulaient protéger les industries à bas salaires et pénaliser les plus efficaces. Heureusement pour nous, les industries d'exportation les plus florissantes de l'Amérique sont celles qui pratiquent les salaires les plus élevés.** »

Réponse décisive d'un grand bourgeois intelligent à tous les apôtres de la stabilité et de l'harmonie planiste. M. Debré attribue à son gouvernement des mérites injustifiés. Ce que voulaient, faut-il le répéter, les profiteurs du 13 mai 1958, c'étaient **la diminution de la consommation intérieure, le « blocage » des salaires, la fin du plein emploi.** La dévaluation du franc en janvier 1959 a-t-elle facilité un passage difficile ? C'est possible. Il est certain, d'autre part, que la passivité ouvrière a permis un net abaissement du salaire réel. Fort heureusement, l'industrie « expansionniste » n'a pu obéir aux consignes de M. Debré. **Maintien du plein emploi, revendications ouvrières, mouvements des salariés du secteur public et des fonctionnaires, agitation agraire...** ce sont là les signes d'une activité économique qui, tout naturellement, engendre des conflits, des discordances, développe un climat d'incertitude et d'instabilité... Quand donc comprendra-t-on chez nous — au sein de l'organisation ouvrière — qu'il faut accepter... les risques du progrès technique, économique et social ou se résigner à « l'harmonie » (?) dans la médiocrité paternaliste ou sous le joug totalitaire ?

Roger **HAGNAUER.**

Contre l'interdiction de la presse antifranquiste

Les premières réactions nous parviennent. De l'étranger surtout, où la nouvelle de la suppression des journaux de la C.N.T. et de l'U.G.T. paraissant en France a suscité une vive réaction. Articles dans la presse, télégrammes aux ambassades françaises, résolutions votées par les organisations ouvrières se multiplient.

Au Danemark, la campagne est menée dans Aktuelt, organe du parti socialiste, Demokraten, quotidien socialiste d'Arhus, Information, quotidien indépendant de Copenhague. En Norvège, par Arbeiderbladet. En Suisse dans le Volksrecht de Zürich. En Italie dans Volontà, Agitazione del Sud, Umanità nova. En Argentine, au Chili, l'action est lancée.

La O.R.I.T., organisation syndicale latino-américaine de la C.I.S.L. a protesté ; la presse travailliste britannique publie les motions. L'hebdomadaire anarchiste londonien Freedom offre, dans sa livraison du 2 décembre, de prendre en charge l'édition en Angleterre de l'un des journaux interdits.

Ce n'est qu'un début.

20.000 TRACTS !

C'est le nombre des tracts-manifestes que nous avons fait tirer sous le titre :

CHOISIR
STALINE - KROUCHTCHEV
OU LE MOUVEMENT OUVRIER

(Texte de notre article de tête du numéro de novembre).

Plus de 10.000 nous ont été commandés ferme par des camarades de province, notamment à Clermont-Ferrand, Lyon, Bordeaux. Ils ont dû les recevoir, ou ils vont les recevoir incessamment. (N'oubliez pas de protester si vous ne recevez pas votre commande.)

Après la diffusion à Paris, il reste deux ou trois mille tracts à la disposition des camarades qui en commanderaient. Le prix de revient de chaque tract est de 0,03 NF.

Pour la mise à nu complète des crimes de Staline et de ses complices

Nous avons reçu l'appel suivant qui vise à faire toute la lumière sur les crimes du stalinisme. Ses signataires sont des camarades qui — comme la « Révolution prolétarienne » — n'ont pas attendu un quart de siècle pour dénoncer Staline et ses complices. Avec eux, nous demandons la constitution d'une commission internationale pour un indispensable travail d'épuration internationale.

A l'heure où le XXII[e] Congrès du parti communiste jette le cadavre de Staline à la voirie et justifie l'appel que nous avons lancé à la mise à nu complète de ses crimes, il ne sera plus possible d'éviter que l'investigation s'étende à la totalité de ses forfaits.

A la tribune du Congrès de Moscou, Staline est accusé d'avoir assassiné Kirov, prétexte à la terreur. Vychinski est accusé d'avoir monté les procès de Moscou sur des faux et des tortures, Kaganovitch est accusé d'avoir assassiné des centaines de cheminots.

On ne peut pas attendre le rapport de Khrouchtchev au XXIII[e] Congrès. La lumière doit se faire maintenant sur tous les agissements de Staline et des siens en Russie et au-delà des frontières de l'U.R.S.S. : l'assassinat de Léon Trotsky à Mexico, de Léon Sédov, son fils, à Paris, d'Andrès Nin, à Barcelone, d'Ignace Reiss, à Lausanne, de Walter Krivitsky, à Washington.

Nous qui, depuis 1934, avons dénoncé ces crimes, nous proposons aux organisations démocratiques et socialistes, aux partis, aux syndicats, aux personnalités, de constituer une commission internationale qui procède à l'examen des responsabilités encourues devant l'humanité entière.

Théo BERNARD, Julian GORKIN, Maurice NADEAU, Pierre NAVILLE, Gérard ROSENTHAL, David ROUSSET, Alfred ROSMER.

Ce texte a été adressé : au Parti Socialiste, au Parti Radical, au Parti Socialiste Unifié, au Parti Communiste, à la C.F.T.C., à la C.G.T., à la C.G.T.-F.O., à l'U.N.E.F., à la F.E.N., au S.N.I., à la F.N.D.I.R., à la Ligue des Droits de l'Homme.

Une mise au point de Natalia Trotsky

A la suite d'une interview que Natalia Sedova Trotsky avait accordée à France-Soir, *le journaliste qui l'a interrogée lui a fait dire qu'elle « espère, avant de mourir, assister à la réhabilitation par le communisme mondial de celui (Trotsky) qui fut, après Lénine, le plus grand révolutionnaire des temps modernes et le père spirituel de Mao Tsé-toung, le chef communiste chinois. » Elle a tenu à indiquer que ces paroles ne lui appartiennent nullement ; elles ont été introduites par le rédacteur de l'interview. Elle a donc précisé ainsi sa pensée :*

1. Un grand révolutionnaire comme Léon Trotsky ne peut en aucune manière être le père de Mao Tsé-toung, qui a conquis sa position en Chine en lutte directe avec l'opposition de gauche (trotskiste) et l'a consolidée par l'assassinat et la persécution des révolutionnaires, tout comme l'a fait Tchang Kaï-chek. Les pères spirituels de Mao Tsé-toung et de son parti sont évidemment Staline (qu'il revendique d'ailleurs comme tel) et ses collaborateurs, M. Khrouchtchev inclus.

2. Je considère l'actuel régime chinois, de même que le régime russe ou tout autre bâti sur le modèle de celui-ci, aussi éloigné du marxisme et de la révolution prolétarienne que celui de Franco en Espagne.

3. La terreur policière et les calomnies de Staline n'étaient que l'aspect politique d'une lutte à mort contre la révolution, menée par l'ensemble de la bureaucratie. On ne peut donc attendre le rétablissement de toute la vérité que de l'anéantissement de cette bureaucratie par la classe ouvrière qu'elle a réduite à l'esclavage. Je n'espère rien du parti russe ni de ses imitateurs foncièrement anticommunistes. Toute déstalinisation s'avérera un leurre, si elle ne va pas jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat et la dissolution des institutions policières, politiques, militaires et économiques, bases de la contre-révolution qui a établi le capitalisme d'Etat stalinien.

Les yeux s'ouvrent sur Cuba

Orientering est un hebdomadaire socialiste de gauche qui paraît en Norvège. Sa tendance en matière de politique internationale est le neutralisme soviétophile; opposition à l'O.T.A.N., soutien de certaines thèses russes.

L'an dernier, l'hebdomadaire publia une série de reportages dans ses numéros 12 à 15 sur le régime castriste de Cuba. L'auteur de l'enquête était Johan Galtung, de l'Institut de Recherches Sociales, considéré comme élément indépendant. Les articles étaient très favorables à la politique de Fidel Castro.

Dans son édition du 21 octobre 1961 (n° 37), la rédaction annonce que Galtung vient de rentrer d'un nouveau voyage à Cuba. L'article qui porte le titre : « Castro sur les traces d'Ulbricht » signale notamment : « Au cours de la première semaine (de son nouveau séjour à Cuba — N.D.L.R.) Galtung découvrit que l'un de ceux qui l'avaient documenté au cours de son premier voyage avait été fusillé. Deux autres avaient fui. L'an dernier, les trois s'étaient montrés d'enthousiastes partisans de Castro, de même que Johan Galtung. »

Quant à Galtung, il déclare : « Le régime cubain est autoritaire et rappelle celui d'Ulbricht en Allemagne orientale. Cette évolution est des plus regrettables, qu'elle soit due à l'attitude des Etats-Unis ou qu'elle corresponde aux desseins de Castro lui-même. »

Remarquons que le régime d'Allemagne orientale que Galtung dit être comparable au système castriste actuel, est le plus rétrograde des régimes situés dans l'orbite de Moscou. L'écrasante majorité de la population hait le gouvernement Ulbricht imposé par les maîtres du Kremlin. La comparaison établie par Galtung, lequel connaît bien la zone russe d'Allemagne, invite à de sérieuses réflexions.

H. R.

Notes d'Economie et de Politique

L'ETAT-O.A.S. S'AFFERMIT L'ETAT FRANÇAIS N'A PLUS QU'A DISPARAITRE

Si l'Etat français part en couilles (et non en « quenouille » comme on me l'a fait dire par erreur dans mes *Notes* du mois dernier (1), il n'en est certainement pas de même de l'Etat-O.A.S.

Ce qui caractérise un Etat digne de ce nom, c'est, d'une part, d'exprimer les sentiments de la majorité d'une population et, d'autre part, d'être capable de réfréner les excès de cette population quand elle donne trop largement cours à ses passions.

Or, que l'O.A.S. exprime les sentiments de l'ensemble des Algériens d'origine européenne, cela était bien certain dès le premier jour, et l'empressement qui fut mis à répondre à ses demandes de manifestations, n'en a été qu'une confirmation supplémentaire.

Mais sur le second point : l'O.A.S. est-elle capable de s'opposer avec succès aux excès de ses supporters ? Ne risque-t-elle point d'être débordée par ses partisans ? Il était difficile de répondre avant le début de ce mois.

Maintenant, on peut le faire.

Lorsque l'O.A.S. a ordonné lors de son émission-pirate du 3 décembre que cessent les tueries de musulmans à Oran et à Alger sous peine de sanctions immédiates contre les contrevenants, elle a été immédiatement obéie : les lynchages de musulmans oranais pris au hasard dans la rue, ainsi que les fusillades des commerçants musulmans algérois tués dans leurs boutiques par des rafales de coups de révolver tirés des fenêtres d'autos en marche, se sont arrêtés net. Et même si quelques « ratonnades » isolées devaient encore se produire, il n'en resterait pas moins que, dans l'immédiat au moins, l'ordre du nouvel Etat a été scrupuleusement exécuté.

Le fait d'avoir osé donner cet ordre et la manière dont il a été obéi constituent, si j'ose dire ! les lettres de légitimation de l'O.A.S. : celle-ci a désormais droit au titre d'Etat puisqu'elle est à même de se faire obéir de ses ressortissants, même lorsqu'elle s'oppose à eux.

Il y a donc maintenant en Algérie deux Etats : l'Etat des musulmans, le F.L.N., et l'Etat des chrétiens, l'O.A.S. Et il n'y a que ces deux-là. En dehors d'eux il n'y a qu'un fantôme d'Etat : l'Etat français. Etat fantôme puisqu'étant sans autorité. Aussi bien sur les Européens que sur les Algériens, il est dépourvu de toute existence réelle.

Dans ces conditions, le mieux qu'ait à faire cet Etat fantôme, est de disparaître. Car les fantômes sont toujours nocifs. Par la continuation de sa présence en Algérie, l'Etat français entretient chez les Européens l'illusion qu'en tout état de cause l'armée française sera bien obligée de les protéger et de les défendre. D'où la persistance de leur arrogance. Tout au contraire, le jour où la présence du fantôme aura cessé de leur masquer la réalité, du jour où ils se trouveront uniquement en présence de ce fait que contre les 10 millions d'Arabes ils ne sont pas de force, il se peut que leurs yeux se dessillent, qu'ils finissent par comprendre qu'il leur est impossible de continuer à être les maîtres de l'Algérie et qu'ils se résignent, en conséquence, à vivre avec les Algériens sur un pied d'égalité et selon le principe que la majorité fait la loi. C'est leur seule chance de salut !

En continuant et en accélérant le retrait des troupes françaises d'Algérie, amorcé déjà par le retour en France de deux divisions, le gouvernement français rendrait aux Européens d'Algérie le seul service qu'il peut encore leur rendre.

DEBRE ET RUEFF

Ces jours derniers, levée de boucliers contre l' « inflation » ! Debré, qui « se croit » Premier ministre comme dirait le *Canard*, Rueff, le principal auteur du plan de 58 pour le « redressement financier » (dévaluation du franc, suppression des indexations, franc lourd, etc...) ont, tour à tour, tonné contre le monstre. Aussi, en apercevant les titres des journaux qui rendaient compte de la conférence de presse du premier et du discours après boire du second, je me suis dit : « Enfin nous y voilà ! Voilà nos manitous qui se décident à découvrir, après onze mois, que les avances de la Banque de France à l'Etat n'ont cessé de croître depuis décembre dernier, et qu'elles sont maintenant le quintuple de ce qu'elles étaient alors ; en conséquence, ils se décident à dénoncer cet « enflement » de la circulation monétaire qui a consisté à introduire dans les 40 milliards de billets de banque qu'il y a à peu près actuellement, près de 4 milliards de faux billets, billets qui ne sont pas de véritables billets de banque parce que, ayant été émis simplement pour être remis à l'Etat afin de couvrir ses dépenses, ils ne correspondent à la production d'aucune marchandise.

Eh bien, non ! je me trompais lourdement ; dès que j'ai lu les textes, il m'a fallu déchanter.

Et d'abord, ce que Debré et Rueff entendent par « inflation » ce n'est pas, comme il se devrait, l' « enflure » de la circulation monétaire due à l'émission de faux billets, mais ce qui n'en est que la conséquence : la hausse des prix.

Cette hausse des prix, ils ne songent pas un instant, ni l'un ni l'autre, à l'attribuer à l'émission des 4 milliards de faux billets, car cette émission ils ont résolu, une fois pour toutes, de l'ignorer.

Pour Debré, passe encore ! C'est lui, c'est son gouvernement, c'est son chéri, le « soi-disant » chef d'Etat qui sont directement responsables de cette inflation. En reconnaître l'existence, ce serait avouer qu'emprunts, impôts, « ressources de la trésorerie », etc., n'ont pas suffi à couvrir les dépenses de l'Etat et que celui-ci a dû recourir, pour payer ses fonctionnaires et ses fournisseurs, à la presse à billets.

Aussi, que le Premier ministre ait réalisé le tour de force de dénoncer l' « inflation menaçante » sans parler de l'augmentation du compte des avances de la Banque de France à l'Etat, n'est pas extraordinaire. Pas plus extraordinaire que tous les poncifs, les mensonges et les contre-vérités ressassés depuis un siècle et demi par tout ce que la bourgeoisie française a compté de plus bourgeois et qu'il a ressassé à son tour, avec le même ton doctrinal et prétentieux

(1) Autre erreur dans les mêmes *Notes* qu'il est peut-être utile de relever : à propos des fusées, j'ai parlé, non de *carburant*, mais de *comburant*.

que ses prédécesseurs, ton qui est indispensable pour en imposer au populo, surtout lorsqu'il s'agit de lui faire avaler des couleuvres.

Mais Rueff ?

Le but de celui-ci était évidemment, d'attaquer Debré, comme l'avait fait Pinay peu auparavant, et, par-delà le fantoche, le maître. Par conséquent, il était naturel de penser que Rueff allait attaquer la politique financière du gouvernement sur son point le plus vulnérable : le recours à la presse à billets, le quintuplement des avances de la Banque à l'Etat en moins d'un an. Eh bien ! pas du tout ! Sur ce point, si j'en crois tout au moins le compte-rendu que *l'Aurore* a donné, et qui semble assez complet, Rueff a observé un silence total. Lui aussi a axé son discours sur l' « inflation », allant jusqu'à évoquer le spectre de la « monnaie fondante », mais quant aux avances de la Banque de France à l'Etat ? Connais pas.

Ces messieurs se comportent donc comme des gangsters appartenant à des bandes rivales. Ils s'engueulent, s'attaquent, au besoin se tuent, mais ont bien soin de ne révéler à aucun moment ce qui pourrait contribuer à « affranchir le cave ».

Depuis qu'il y a des bourgeois et qu'ils ont peur des prolétaires, il en a d'ailleurs toujours été ainsi, ces messieurs les politiciens, les journalistes, les professeurs, les « économistes », tous ceux qui font l'opinion publique en un mot, se battent souvent entre eux, mais toujours à fleuret moucheté. Pas un mot, donc sur la presse à billets, car si on révélait son activité, si le grand public était averti que le nombre des billets de banque non garantis a quintuplé en quelques mois, ça risquerait d'être la panique !

C'est pourquoi, reprenant la tarte à la crème classique de la bourgeoisie, ce mensonge éhonté (2) quelle n'a jamais essayé de justifier mais qui lui est si utile, Debré a proclamé une fois de plus — ce doit être au moins la millionième fois qu'on le proclame — que la hausse des prix est due... à la hausse des salaires !

Quant à Rueff, reconnaissons — et empressons-nous de l'en féliciter — il n'a tout de même pas osé entonner cette rengaine. Sans doute, parce que, voulant attaquer Debré, il ne pouvait pas dire la même chose que lui. Il a donc, au contraire, déclaré tout net : « La hausse de 10 % de la masse des salaires privés en un an *n'est pas la cause de l'inflation.* » (Je cite d'après *l'Aurore.*) Bravo !

Et il ajoute, ce dont on ne peut encore que le féliciter : « L'inflation (c'est-à-dire, pour lui comme pour Debré, la hausse des prix) est le résultat d'un excès d'argent disponible. » Ce qui est tout à fait exact. Mais alors qu'on pouvait s'attendre à voir Rueff dénoncer, à ce moment, l'émission de billets de banque pour les besoins de l'Etat comme la source de cet excès d'argent (ou plus exactement de billets), Rueff n'en dit pas un mot et va chercher comme cause de l'excès de billets, les billets qui ont été émis pour le financement de la construction de nouveaux immeubles.

Que de tels billets ne constituent point de l'inflation, et que leur émission ne puisse donc amener une hausse des prix, est une question que j'ai traitée en détail dans la « R.P. » il y a quelques années et je n'y reviendrai pas. Je rappelerai simplement que les faits y ont répondu mieux que toute argumentation, et cela à deux reprises, en Allemagne.

(2) Voir la discussion détaillée de ce mensonge dans plusieurs numéros de la R.P., et même encore, dans la conférence de Marx : *Prix, Salaires et Profits.*

En effet, l'Etat allemand a émis, entre les deux guerres, des billets appelés *rentenmarks* qui étaient garantis uniquement par des immeubles sur lesquels l'Etat avait pris une hypothèque, eh bien ! ces billets ont conservé continuellement leur valeur et ce sont eux qui ont permis à l'Allemagne de se reconstituer une monnaie après l'effondrement du mark qui avait suivi la première guerre mondiale.

D'autre part, après la seconde guerre mondiale, l'Allemagne a financé l'immense travail de reconstruction auquel elle s'est livrée, par des émissions de billets de banque presque exclusivement, et le mark n'en est pas moins resté pendant tout ce temps l'une des monnaies les plus stables du monde.

Par conséquent, la cause est entendue. Malgré les dires de Rueff (et il serait peut-être intéressant de rechercher les mobiles qui l'ont fait s'en prendre ainsi à la construction), un immeuble peut être considéré comme une marchandise, les billets qui sont émis pour payer sa construction correspondent à une valeur réelle susceptible d'être réalisée, ils ne sont donc pas plus de l'inflation que ceux qui sont émis pour la fabrication de n'importe quel objet mobilier, et n'entraînent donc point de hausse des prix.

Mais maintenant, laissons, si vous le voulez bien, ces messieurs et leurs bourrages de crânes, et voyons ce qu'il en est réellement !

Rappelons d'abord le premier principe.

Plaçons-nous à un moment donné. A ce moment, il existe d'une part un certain nombre de produits destinés à être vendus, et, d'autre part, une certaine quantité de billets de banque ; dès lors, un certain équilibre s'établit entre les premiers et les seconds qui fait que chacun des produits se vend à un certain prix.

Supposons que sans que la quantité de produits change, de nouveaux billets soient émis. Il y aura alors un excès de billets, par conséquent, selon la règle bien connue de l'offre et de la demande, l'offre de billets devenant plus grande, on demandera davantage pour un même objet, autrement dit les prix monteront, et cela jusqu'à ce qu'un nouvel équilibre s'établisse. Il n'en serait naturellement pas de même si, en même temps que les billets augmentaient de nombre, les mises en vente de marchandises augmentaient dans la même proportion, car alors, le rapport entre billets et marchandises restant le même, les prix ne bougeraient point.

La cause de la hausse des prix est donc l'inflation, c'est-à-dire la mise en circulation de billets qui ne correspondent point à une production de marchandises d'une valeur équivalente.

Or, le mécanisme de l'émission des billets de banque est réglé de telle manière que chaque fois qu'il sort un nouveau billet des caisses de la Banque de France, il y a une marchandise de valeur égale qui est mise ou va être mise incessamment en vente. « Chaque fois » sauf... si c'est l'Etat qui demande à la Banque de lui remettre des billets. Car la Banque alors est obligée d'obtempérer. Elle remet donc des billets à l'Etat sur une simple reconnaissance de dette de la part de celui-ci, sans que l'Etat mette en vente aucune marchandise.

Ainsi, la seule cause d'inflation — à part peut-être quelques autres cas particuliers d'importance mineure — réside dans les avances faites par la Banque à l'Etat, si bien que ce sont celles-ci et elles seules qui amènent la hausse des prix.

Or qu'en est-il pour la France, aujourd'hui, à cet égard ?

Durant tout le temps, ou à peu près de la IVe République, l'Etat français n'a cessé de se faire faire des avances par la Banque de France,

soit ouvertement, ces billets figurant alors au bilan de la Banque comme « avances de l'Etat », soit en les camouflant au moyen de divers procédés qui permettaient de les faire figurer dans d'autres comptes du bilan.

Ce camouflage des avances à l'Etat a-t-il continué sous la V[e] République ? Je ne sais. Mais ce qui est certain, c'est que depuis près d'un an, ainsi que je l'ai signalé ici aussitôt (3), des avances non camouflées se sont succédé.

De 856 millions de nouveaux francs au 29 décembre 60, les avances à l'Etat sont passées à 4 milliards 285 millions le 16 novembre 61, soit une augmentation de 3.429 millions. Il y avait donc 3.429 millions de nouveaux faux billets (billets non couverts par une marchandise) parmi les 41.112 millions de billets qui étaient en circulation à cette même date du 16 novembre dernier, soit une proportion de 8,3 % de nouveaux faux billets.

Pour que l'équilibre entre prix et marchandises ait été maintenu, il aurait donc fallu qu'il y ait une augmentation des prix de 8 % entre décembre 60 et novembre 61.

Cela n'a cependant pas été le cas car l'équilibre entre prix et marchandises ne s'établit jamais instantanément, pour plusieurs raisons dont la principale est la suivante : si le public ignore qu'il y a inflation, il y a une certaine inertie des prix qui joue, ce n'est pas, en effet, parce que les gens disposent de plus de billets que les vendeurs vont s'en apercevoir immédiatement et augmenter aussitôt leurs prix en conséquence, cela ne se produira que peu à peu, l'élévation des prix sera donc en retard sur celle des billets. Par contre, si tout le monde sait qu'il y a inflation et se doute, par conséquent, qu'il va y avoir une hausse des prix, chacun s'empresse d'acheter le plus de choses possible avant la hausse, ce qui tend à faire monter encore davantage les prix, de sorte que, cette fois-ci, c'est la hausse qui est en avance sur l'émission des billets.

Or, pour l'heure, et il faut rendre justice à ces messieurs, le secret a été bien gardé. Tout le monde ou presque ignore que l'on est en pleine inflation depuis onze mois, de sorte que la hausse des prix est en retard sur l'émission des billets : au lieu d'une hausse des prix de 8 % on n'a enregistré jusqu'ici, au moins en ce qui concerne les prix de gros, qu'une hausse d'environ 3 % entre la fin de l'année dernière et aujourd'hui. Il faut donc encore s'attendre à une hausse de 5 % environ, même si l'Etat français cessait désormais de recourir à l'inflation pour payer ses dépenses, mais comme c'est là une hypothèse hautement improbable, il faut s'attendre à une nouvelle hausse de 5 %, plus... je ne sais combien !

CUBA ET LA GUINEE VUES PAR LES JESUITES

Etudes, la revue des jésuites, a publié dans son numéro de novembre dernier, deux articles, l'un sur Cuba, l'autre sur la Guinée. Peut-être est-il intéressant de mettre sous les yeux de nos lecteurs ce que des gens d'Eglise disent de ces deux Etats, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont laïques.

SUR CUBA

« Les 285 *granjas del pueblo* (fermes collectives) actuellement en exercice s'inspirent, il est vrai, des sovkhozes russes : les paysans autrefois salariés d'un grand *hacendero* exproprié,

(3) Voir R.P. de janvier 61.

Voici donc des extraits de ces deux articles : sont maintenant salariés de l'Etat : l'Etat leur construit des maisons, des écoles, des centres sportifs. Leur situation s'est plutôt améliorée. Hormis les grands patrons qui ne furent pas toujours indemnisés équitablement, personne à Cuba ne critique le principe même de la réforme. De même pour les coopératives caneras où l'on s'efforce d'introduire et de développer, à côté de la canne à sucre, d'autres cultures afin que les cultivateurs ne soient pas réduits au chômage durant une partie de l'année, ou contraints de s'embaucher loin de chez eux pour des travaux journaliers mal payés... L'on a pris garde de ne pas morceler la terre en petites parcelles et l'on a évité certaines erreurs de la réforme agraire mexicaine il y a trente ans (4). Le sort des paysans pauvres sera certainement amélioré.

« ...La campagne d'alphabétisation se présente au premier abord comme une œuvre saine, un peu romantique, exaltante même. D'avril 61 à janvier 62 on a mis en vacances toutes les écoles secondaires et une partie des écoles primaires : les instituteurs, les professeurs et les élèves volontaires (on embauche depuis l'âge de douze ans) sont dispersés dans les campagnes et les montagnes, de Pinar del Rio à la Sierra Maestra, pour apprendre à lire et à écrire aux adultes analphabètes. Dans la journée, tous ces jeunes aident aux travaux des champs ; le soir, munis d'une lanterne, ils vont jusque dans les hameaux sans électricité, et se font maîtres d'école. Le *farol* (lanterne) est devenu le symbole, le signe distinctif auquel on reconnaît le jeune *alfabetizador*. Chacun a deux, trois, au maximum cinq disciples. Une fois par semaine, l'instituteur de la région réunit les jeunes « alphabétiseurs » qui lui sont confiés. A en juger par les conversations que j'ai eues avec quelques instituteurs de la province de Camaguey, lors du congrès de l'alphabétisation tenu à La Havane en septembre, tout le monde, jeunes comme éducateurs professionnels, prend sa mission très au sérieux. »

SUR LA GUINEE

« Sekou Touré a renforcé les sociétés d'enseignement rural, créé des structures économiques et commerciales socialistes, toléré — pour un temps et sans rien renier de ses objectifs — l'industrie capitaliste, nationalisé les banques, les services publics, l'enseignement et s'en est pris finalement à la religion.

« ...Il a prévu dans le domaine agricole la modernisation des moyens de production, la création de coopératives et d'entreprises d'Etat pilotes, hautement mécanisées qui, peu à peu, se sont inscrites dans les faits.

« ...Grâce à des techniciens étrangers, à des organes de vulgarisation et à des animateurs ruraux non rémunérés mais apôtres du plan et dont les membres seraient actuellement de l'ordre de six à sept mille, on enregistre, après un démarrage qui a été lent et difficile, des résultats réconfortants. Il s'agit notamment de la culture du riz, base de la nourriture des populations de la côte.

« Des spécialistes chinois se sont attachés à promouvoir une production de riz qui permettrait les années prochaines d'en éviter l'importation, actuellement de l'ordre de 15 à 20.000 tonnes. Le palmiste et le café, les ananas et l'oranger continuent à être exploités dans un

(4) Selon les statistiques, il y a cependant 30.000 petits fermiers qui sont devenus propriétaires de terres allant de 13 à 65 hectares.

cadre collectif. En revanche, la culture de la banane est restée en majeure partie une entreprise capitaliste aux mains de 150 colons européens qui se partagent la mise en valeur de 5.000 hectares... Le prix des régimes est fixé et réglé par l'Etat, à la satisfaction, d'ailleurs, des colons, qui n'ignorent pas que leur situation est instable et qu'ils peuvent, du jour au lendemain, être dépossédés.

« On trouve également des capitalistes mineurs, planteurs d'ananas et petits industriels qui fabriquent des jus de fruits et des huiles essentielles.

« Cependant c'est dans le secteur indépendant qu'apparaît la plus grande contradiction : une entreprise capitaliste qui permet la naissance d'un Etat socialiste et le fait vivre. »

L'entreprise capitaliste dont parle notre auteur est une filiale de Péchiney qui exploite en Guinée un des plus importants gisements de bauxite du monde d'où elle tire de l'alumine, en attendant de tirer de celle-ci de l'aluminium le jour où aura été construit le grand barrage qui doit fournir 3 milliards de kilowatt-heure par an.

Ajoutons que cette situation qui paraît si paradoxale à notre auteur, de la coexistence d'une production collectivisée et étatisée et d'une production capitaliste, n'est autre que ce qu'avait essayé de réaliser Lénine, mais d'une autre manière, dans les derniers temps de sa vie, sous le nom de N.E.P. (Nouvelle Politique Economique).

R. LOUZON.

P.S. — C'est un procédé bien connu : quand on a à exprimer un avis sur une question bien précise et que la seule opinion qui peut être raisonnablement émise est contraire à vos sentiments, on ergote sur des points à côté. C'est ce qui arrive pour le vieil abonné parisien de la R.P. qui, au sujet de la Palestine, veut absolument laisser de côté la question essentielle : l'occupation de la Palestine par les sionistes et l'éviction consécutive de l'immense majorité de ses anciens habitants par les nouveaux occupants, sont-elles, oui ou non, le résultat d'une conquête, d'une conquête guerrière ? Et, si oui, comment peut-on admettre la légitimité d'une conquête et être internationaliste ?

Que la Palestine ait été conquise par la violence et par la force, les faits sont tout de même trop récents pour qu'on puisse les avoir oubliés.

La Palestine a été conquise en 1948 par une armée, la Hagannah, armée officielle de l'Agence juive, c'est-à-dire de l'organisation qui s'était chargée durant les deux à trois décennies précédentes d'assurer l'immigration des Juifs en Palestine.

Parmi les principaux combats qui eurent lieu au cours de cette conquête, citons : la bataille de Jaffa, la bataille de Haïffa, la prise de Saint-Jean-d'Acre, la bataille de Jérusalem, la bataille de Safed, les batailles de Dagani, de Ein Geb, de Sarafand — auxquelles s'y ajoutèrent maintes autres de moindre importance.

Conquête militaire qui avait été préparée par des actions terroristes exécutées au cours des dix années précédentes par deux organisations clandestines : l'Irgoun et le Groupe Stern, agissant tantôt en accord, tantôt en désaccord (au moins en apparence) avec la Haganah.

Rappelons les principales de ces actions. En février 1939, ce sont des bombes lancées simultanément sur les marchés arabes de toutes les grandes villes, puis, après la fin de la guerre, ce sont l'assassinat de Lord Moyne, ministre anglais pour le Proche-Orient, le dynamitage de l'Hôtel du Roi David (91 tués et 41 blessés), le massacre de Dir Yassin 250 Arabes tués dont beaucoup de femmes et d'enfants) et une multitude d'attentats moindres perpétrés tant contre les troupes britanniques qui occupaient alors encore la Palestine, que contre la population arabe.

Quant à cette légende que les Palestiniens auraient abandonné leurs foyers pour obéir à un mot d'ordre du Caire, laissons la parole à Arthur Koestler qui n'est point suspect de partialité en faveur des Arabes puisqu'il est Juif et pro-sioniste. Voici donc ce qu'il écrit dans son livre : « Analyse d'un miracle » :

« L'effet simultané de ces défaites (les défaites arabes) et le départ des troupes anglaises fut de semer la panique chez les Arabes sur tout le territoire de Palestine à population arabe. Ce fut une sorte d'effondrement psychologique, suivi d'un exode en masse. En particulier le bain de sang de Dir Yassin y joua un rôle décisif...

« ... Pendant près de quarante-huit heures toutes les stations des émissions arabes se répandirent en descriptions de femmes enceintes transpercées à la baïonnette et d'enfants empalés, le tout avec un luxe de détails proprement oriental. L'effet de cette propagande eut le résultat exactement opposé à celui qu'on cherchait : la population arabe, saisie de panique, s'enfuit des villes et des villages au cri de *Dir Yassin.*

« Le 17 avril, la première ville à population mixte, Tibériade, sur le lac de Galilée, fut abandonnée par ses habitants arabes. Trois jours plus tard, les troupes anglaises évacuent Haïffa... Le jour où les Anglais se retirèrent, la bataille d'Haïffa, dont la population comptait 60.000 Juifs et 70.000 Arabes, commença. Elle fut terminée en une nuit; les mercenaires syriens furent mis en déroute et la population arabe de Haïffa, à l'exception d'environ 2.000 personnes, s'enfuit vers le Liban et les montagnes de Samarie...

« .... Le 12 mai, les Anglais quittèrent Jaffa. Le 13 mai, le Comité arabe de la ville signa la capitulation présentée par les commandants de la Haganah du territoire de Tel-Aviv. La population arabe s'enfuit comme à Haïffa et à Tibériade; il ne resta que quelque 4.000 personnes. Il en fut de même dans les autres villes ou villages arabes, ou à moitié juifs et arabes. »

Ce qui ne veut pas dire que la radio du Caire et autres lieux n'ait point conseillé aux Palestiniens de s'enfuir afin d'échapper, d'une part, aux massacres, et, d'autre part, aux risques de guerre proprement dits, tels que les bombardements, mais c'était là un conseil très sage et il faut être insensé pour reprocher aux Arabes de l'avoir suivi — et encore plus insensé pour prétendre que le fait que ce conseil ait été donné légitime l'expropriation de ceux qui l'ont suivi.

Il s'agit donc bel et bien d'une conquête, d'une conquête efectuée dans des conditions particulièrement atroces et qui s'est traduite, pire que par l'exploitation de la population conquise : par son expulsion.

Deux mots encore, afin de ne rien laisser dans l'ombre.

Il va sans dire que je n'ai jamais cherché à cacher ce que tout le monde sait, à savoir qu'il y a encore dans l'Etat d'Israël un certain nombre d'Arabes, des Arabes qui, en 1948, ne s'étaient point enfuis, soit parce qu'ils étaient particulièrement courageux, soit parce qu'ils demeuraient dans des zones moins exposées. Mais ceux-ci sont au nombre de cent à deux cent mille (qui sont d'ailleurs soumis à un régime d'exception, notamment en ce qui concerne les déplacements, et qui risquent toujours le massacre comme l'a montré la tuerie qui s'est produite dans un village frontière le jour de l'attaque d'Israël contre l'Egypte en 1956), tandis que les réfugiés, eux, sont au nombre de huit cent mille à un million.

Quant au fait que l'O.N.U. a apporté sa bénédiction au partage de la Palestine, cela a tout juste autant de valeur que la bénédiction apportée par le Congrès de Berlin de 1885 au partage de l'Afrique entre les puissances européennes. Une conquête est une conquête, qui que ce soit qui la sanctionne ou qui l'ordonne.

Signalons enfin que même ce plan de partage n'a pas été respecté par Israël. L'Etat d'Israël s'est attribué, en effet, beaucoup plus de territoire que le dit plan lui accordait (notamment toute la région de Jaffa) et il maintient les Palestiniens réfugiés hors de ses frontières, contrairement au plan.

R. L.

ENCORE UNE FOIS, SUR ISRAEL ET LE MONDE ARABE

La polémique continue sur cette question à peu près dans chaque numéro de la « R.P. ». Et chacun reste sur ses positions, à tel point que l'on se demande si ce dialogue de sourds vaut la peine d'être continué. En Occident, le plus souvent, on est pour Israël, parce qu'on a compati aux souffrances des juifs pendant la guerre, tandis que l'on ne connaît rien au point de vue arabe. Les Européens qui ont visité l'Orient, neuf fois sur dix, se sont sentis étrangers au monde arabe, tandis qu'ils ont sympathisé avec les juifs immigrés en Israël. Témoin ce conférencier de « Connaissance du monde » venu récemment dans ma région présenter un film sur le Liban, la Jordanie et Israël, et qui, après avoir fait un réel effort d'objectivité pour présenter les deux points de vue sur la question palestinienne, a eu ce cri du cœur : « En Israël, par contre, un Occidental se sent chez lui ! » Les lecteurs de la « R.P. », me semble-t-il, devraient être à l'abri de cette façon de voir les choses. C'est pourquoi, une fois de plus, je m'efforce d'apporter quelques informations et de donner quelques avis qui, je l'espère, pourront contribuer utilement à la discussion.

« Les Arabes ont dû fuir la Palestine devant les juifs », déclare Louzon. Et ses contradicteurs répondent : « Pas du tout, ce sont les dirigeants arabes qui les ont poussés à le faire ; s'ils n'avaient pas écouté ces conseils, ils seraient encore en Palestine — comme d'autres Arabes y sont restés — et il n'y aurait pas de question de réfugiés au Moyen-Orient. » La réalité est un peu plus nuancée. Il est vrai qu'en 1948, quand a commencé la guerre de Palestine, les gouvernements des pays arabes ont engagé les Palestiniens musulmans et chrétiens à fuir, leur promettant un prompt retour dans leurs foyers, une fois les juifs rejetés à la mer. Ils espéraient ainsi, n'ayant plus de civils arabes devant eux, pouvoir sans remords envoyer balles et obus sur les seuls sionistes. En grand nombre, les Arabes palestiniens entendirent leurs appels et fuirent, mus, c'est évident, par la crainte, justifiée ou non, des traitements que les juifs allaient leur faire subir.

Quelle fut alors l'attitude des armées juives procédant à l'occupation du pays ? Le moins qu'on puisse dire est que cet exode massif des arabes favorisait leurs desseins. En tout cas, loin de retenir les Arabes, elles les poussèrent le plus possible à s'enfuir. J'ai rencontré à Damas un réfugié palestinien qui, avant la guerre, habitait à quelques pas du Liban ; il m'a affirmé que les soldats israéliens avaient contraint sous la menace des baïonnettes tous les habitants de son village à passer la frontière. J'en ai connu un autre qui, ayant épousé une Syrienne, se trouvait à Damas quand la guerre a commencé : il n'avait pas fui son pays, mais il n'a jamais pu y retourner. Et l'on sait que depuis la signature de l'armistice, Israël refuse catégoriquement aux réfugiés palestiniens le droit de regagner leurs foyers. Les camarades qui rappellent le vote de l'O.N.U. sur le partage de la Palestine en deux Etats, l'un juif, l'autre arabe (l'O.N.U. ne voit pas toujours juste !) ont-ils oublié d'autres résolutions du même organisme qu'Israël a obstinément refusé d'appliquer : celle qui décidait l'internationalisation de Jérusalem (celle-ci, d'ailleurs, ne m'intéresse guère : sa réalisation ne profiterait qu'au Vatican, et seuls les catholiques libanais s'y intéressent encore), et celle qui demandait à Israël de laisser rentrer les réfugiés sur son territoire ? Israël a toujours fait la sourde oreille : en effet, où logerait-on les immigrants juifs que l'on encourage toujours plus à venir, s'il fallait admettre de nouveau un million d'Arabes que l'on a pour le moins été heureux de voir partir ?

Les camarades qui s'opposent à Louzon affirment encore — c'est là un argument-massue pour tous ceux qui soutiennent la cause d'Israël — que si les pays arabes avaient voulu intégrer les réfugiés dans leur vie économique, ils auraient pu le faire depuis longtemps. Israël a pu occuper ses immigrants juifs grâce à l'aide des organisations sionistes de l'extérieur, grâce en particulier à l'argent des riches juifs des Etats-Unis. Ces ressources lui ont permis d'irriguer le pays, d'y réaliser un développement économique, agricole surtout, qui ne manque pas d'impressionner tous les touristes visitant Israël. Les pays arabes reçoivent-ils une aide comparable ? Evidemment non. Quatre pays limitrophes d'Israël se partagent les réfugiés palestiniens. L'Egypte est déjà surpeuplée. Pour donner des terres cultivables à ses fellahs misérables, elle s'efforce de construire le second barrage d'Assouan, et l'on sait à quelles difficultés elle s'est heurtée jusqu'à présent pour réaliser ce projet. Comment donnerait-elle du travail aux réfugiés palestiniens, elle qui, quand la République Arabe Unie n'avait pas encore éclaté, s'efforçait en vain de faire accepter par les Syriens l'exode dans la vallée de l'Euphrate des paysans égyptiens qu'elle ne parvenait pas à nourrir ? La Jordanie est pauvre, ne possède que très peu de terres cultivables, et ne vit que grâce aux subventions britanniques, insuffisantes pour réaliser une grandiose transformation économique. Elle a néanmoins, seule parmi les pays arabes, accordé à tous les réfugiés palestiniens qui demeurent sur son territoire la nationalité jordanienne. Mais elle n'a pas les moyens de leur donner du travail. Le Liban a une population suffisamment dense, et estime ne pas pouvoir absorber de nouveaux arrivants. L'existence de réfugiés palestiniens sur son territoire crée souvent des problèmes pénibles. J'ai été un jour témoin, à Sour, d'une violente dispute entre pêcheurs libanais et palestiniens, les premiers reprochant aux autres de les affamer en volant leur poisson, à eux Libanais. Reste la Syrie. Elle s'est développée économiquement, depuis une dizaine d'années. Mais pas plus que ses voisins arabes, elle ne peut réaliser les profondes et spectaculaires transformations qui lui permettraient de donner du travail à tous ses réfugiés palestiniens. Est-ce à dire qu'elle les laisse volontairement croupir sous la tente ? Non. De nombreux réfugiés travaillent en Syrie : j'en ai connu un qui était employé des douanes, plusieurs autres professeurs, d'autres encore employés de banque ; une jeune fille placée comme servante. J'ai eu des enfants de réfugiés palestiniens comme élèves au lycée franco-arabe, où les études n'étaient pas gratuites. Mais à côté de ceux qui ont pu trouver un emploi, il y a tous les autres, ceux qui n'ont pas de métier bien déterminé, ou bien qui étaient paysans en Palestine. Ceux-là ne sont pas intégrés dans l'économie syrienne. Ainsi, s'il est vrai que la propagande officielle des Etats arabes exploite parfois la situation des réfugiés palestiniens à son profit, là n'est pas le seul, ni même le principal élément d'une situation fort attristante et fort complexe.

Reste la question des Arabes qui résident encore

en Palestine juive. Bien sûr, tous n'ont pas voulu, ou pas pu fuir. Il y a encore des Arabes en Israël, et ils ont le droit de vote. Mais on oublie trop souvent qu'à la suite de la guerre, ils ne pouvaient même pas se déplacer librement à l'intérieur du pays dont ils étaient officiellement citoyens. Ces restrictions, m'a-t-on affirmé récemment, ont été supprimées. Les Arabes d'Israël sont Israéliens, mais nul ne saurait nier qu'ils ne forment un groupe à part, minoritaire, traité pour le moins avec méfiance, sinon avec mépris. Ils ne font pas de service militaire, car on craint qu'ils ne fassent un jour cause commune avec leurs frères. Ils ont des écoles où l'arabe est enseigné comme première langue, l'hébreu comme seconde langue. Mais en est-il un seul à qui l'on ait proposé, par exemple, d'entrer dans un kibboutz ? Non, les kibboutzim sont réservés aux seuls juifs, et parfois à quelque Européen chrétien venu temporairement en Israël. Sont-ils considérés comme les égaux des juifs ? Tout mariage entre un Arabe conservant sa religion, musulmane ou chrétienne, et une juive, est interdit. Et divers journaux ont récemment relaté cette histoire d'une jeune fille juive à qui l'Etat israélien a enlevé son enfant dont le père était musulman.

Entre la ville juive moderne de Tel-Aviv et la vieille ville arabe de Jaffa, qui ne forment plus, pourtant, qu'une seule agglomération, il y a un no man's land de maisons en ruine. Elles ont été démolies pendant la guerre de 1948, et le guide israélien qui promène les touristes dans ce quartier leur déclare : « Il est question depuis longtemps de reconstruire ces maisons, mais on manque d'argent. » On manque d'argent pour reconstruire quelques maisons arabes, quand on en dépense tant pour les immigrants venus de tous les pays du monde ! Et bien souvent quelque Israélien confie au touriste occidental : « A côté de nous, la Jordanie est un Etat bien peu stable. S'il arrive quelque chose au roi, il y aura des troubles. Alors, nous interviendrons et nous annexerons ce pays. » Comprend-on pourquoi les Arabes considèrent Israël comme un danger permanent à leurs portes ?

Tous ces faits me font considérer, comme Louzon, la conquête de la Palestine par les Sionistes comme un triste exemple de colonialisme. Est-ce un des plus répugnants et des plus atroces ? Ici, il me semble qu'il y en a eu d'encore pires dans l'histoire de l'humanité. Si les Arabes ont dû fuir, ils n'ont quand même pas été massacrés, du moins en grand nombre. Par contre, il n'y a pas tellement longtemps, les Tasmaniens primitifs ont été systématiquement assassinés par les colons britanniques, il n'en reste plus un seul ; les Amérindiens du Nord ont été refoulés, traqués et massacrés par milliers par les colons blancs des Etats-Unis : il en reste quelques-uns pour l'amusement des touristes qui parcourent l'Oklahoma ou l'Arizona, comme il reste des Arabes en Israël. Et pourtant, qui songe à reprocher ces crimes déjà considérés comme anciens aux Australiens et aux Américains d'aujourd'hui ? C'est pourquoi, peut-être, avec le temps, une solution pacifique finira-t-elle par intervenir en Palestine. Car, malgré tout, je ne puis suivre Louzon lorsqu'il accepte comme seule solution de la question palestinienne la reconquête du pays par les armées arabes. Je ne le puis, car les haines accumulées sont si intenses que cela ne pourrait aboutir qu'à d'abominables massacres, et je ne puis considérer tous les juifs ayant émigré vers Israël comme responsables d'une situation qu'ils n'ont, pour la plupart, pas su comprendre, pas plus que je ne considère tous les Allemands comme responsables du nazisme, tous les Russes comme responsables du stalinisme, tous les Français, ni même tous ceux d'Afrique du Nord, comme responsables de ce qui se passe en Algérie. Il faudrait en finir d'une autre façon, et je n'en vois qu'une : le retour des réfugiés palestiniens dans leur pays d'origine, l'unification des deux moitiés de la Palestine, la juive et l'arabe, la formation d'un gouvernement mixte, analogue à celui du Liban, et surtout l'arrêt de l'immigration. En effet, la Palestine forme un tout géographique, et les frontières actuelles sont absurdes. Ceux qui vivent sur le même territoire doivent arriver à s'entendre. C'est ce qu'ont fait musulmans et chrétiens, Grecs et Turcs à Chypre. C'est ce que devraient faire Algériens d'origine européenne et Algériens musulmans, si l'égoïsme racial n'aveuglait pas les premiers. C'est ce qu'auraient dû faire Hindous et musulmans de l'Inde, qui eussent ainsi évité une double partition économiquement ruineuse, accompagnée d'affreux massacres. C'est ce que devraient finir par faire Irlandais catholiques du Sud et protestants de l'Ulster, et cette solution pourrait délivrer l'Irlande de son cléricalisme digne du moyen âge. Seule une Palestine unifiée pourrait ramener la paix au Moyen-Orient, en devenant un élément intégré à cette région du globe, alors que l'Etat d'Israël tel qu'il est ne sera jamais considéré par les Arabes que comme un corps étranger. Est-ce tellement utopique ? Je ne le crois pas.

Dans son article du numéro d'octobre de la « R.P. », Louzon exprime cette opinion que la R.A.U. a éclaté parce qu'elle n'avait pas été capable de reconquérir la Palestine. J'avais moi-même signalé, dans des articles plus anciens, que Nasser avait été accepté comme chef par les Syriens parce qu'ils voyaient en lui l'homme capable de les délivrer d'Israël. Cependant, quand j'ai parlé de la rupture de l'union entre l'Egypte et la Syrie, je n'ai pas fait état de cette raison, simplement parce qu'au cours de l'été dernier, je n'ai entendu aucun Syrien l'invoquer pour expliquer son mécontentement. Cela ne veut pas dire que la question n'ait pas eu d'influence sur la volonté des Syriens de redevenir indépendants. J'ai eu l'impression, d'ailleurs, et cela après avoir entendu différentes réflexions à ce sujet, que les Syriens ne croyaient plus beaucoup à la reconquête de la Palestine, à force de l'avoir tant de fois attendue en vain. Et cela, à la longue, pourrait rendre possible une solution dans le genre de celle que je préconise. Cette solution, certes, suppose l'abandon du rêve sioniste d'un Etat rassemblant tous les juifs du monde. Mais qui ne voit l'absurdité d'un tel projet ? Absurdité parce que les juifs sont loin de constituer un groupe ethnique homogène : quoi de commun, si ce n'est la religion, entre les juifs de l'Inde, bruns comme des Dravidiens ; ceux du Yémen, à peau foncée, semblables aux Arabes des oasis lointaines ; ceux d'Afrique du Nord, qui parlent les plus purs dialectes du Maghreb ; les juifs noirs d'Ethiopie (ceux-ci, par bonheur, n'ont pas encore songé à émigrer en Israël) ; les vieux juifs barbus à papillotes et à redingotes noires de Jérusalem, qui s'indignent de voir des autos circuler le jour du Sabbat ; et les juifs blonds ou châtains, aux yeux bleus, venus d'Europe en Israël ? Absurdité, parce que la réalisation de ce rêve suppose de nouvelles guerres, de nouvelles conquêtes, une nouvelle fuite de populations spoliées et arrachées à leurs terres et à leurs foyers.

Elle suppose aussi, cette solution, l'abandon par les Arabes de leur projet de rejeter les juifs à la mer. Aux uns et aux autres, elle demande donc des concessions. Mais elle seule pourrait rétablir la stabilité et l'entente au Moyen-Orient.

J. GALLIENNE.

INFORMATIONS INTERNATIONALES

Ouvriers et syndicats de Berlin

Les notes et renseignements qui suivent ont été recueillis le mois dernier par un journaliste, à Berlin même. Ces informations permettent de rendre à l'affaire berlinoise ce qui trop souvent est omis dans les grandes polémiques entre observateurs : son aspect humain. Il n'y a pas que les stratèges qui soient intéressés au destin de l'ancienne capitale allemande. La classe ouvrière y joue ses libertés. C'est pourquoi elle agit.

⁂

Les travailleurs de Berlin-Ouest prirent leur première grande décision au printemps 1948, quand ils créèrent une nouvelle organisation syndicale (U.G.O.) après que les communistes, qui contrôlaient la Fédération du Grand-Berlin, eurent refusé d'organiser des élections nouvelles pour corriger ce que les précédentes avaient eu de truqué.

Quatre semaines plus tard, les autorités russes bloquaient Berlin. « Toute l'évolution politique eût été différente si la masse des travailleurs était demeurée sous l'influence communiste au cours du blocus », a rappelé Annaliese Holtz, vice-président de la Fédération des Syndicats de Berlin-Ouest, organisation devenue membre de la D.G.B. allemande en 1950.

Depuis 1948, les travailleurs de Berlin-Ouest se sont montrés pleinement conscients de l'importance de leur comportement et de la nécessité de ne pas engager leur organisation syndicale dans les luttes partisanes. Aujourd'hui encore, les responsables syndicaux appartiennent les uns au parti socialiste, les autres à la C.D.U. démo-chrétienne.

De fait, ce furent les ouvriers qui réagirent les premiers aux mesures prises par les communistes de Berlin-Est le 13 août 1961. Dès le 14, les ouvriers et employés de l'A.E.G., grande entreprise d'appareillage électrique, abandonnaient le travail et allaient manifester devant l'hôtel de ville, première démonstration publique contre la décision de couper la ville, prise par Ulbricht. Au cours de l'après-midi du même jour, une grève d'un quart d'heure était suivie par l'ensemble des salariés de Berlin-Ouest.

Le 23 août, le Comité exécutif de la D.G.B. se réunissait à Berlin, et décidait de mettre une somme de 250.000 deutsche-marks à la disposition des comités d'aide aux ouvriers réfugiés. A la même réunion il était décidé de construire un nouvel immeuble syndical à Berlin, comme preuve de confiance dans l'avenir de la ville.

Ce furent les travailleurs qui organisèrent le boycott de la ligne de chemin de fer S, qui est gérée par et pour les autorités administratives de Berlin-Est. Une consigne fut lancée : « Chaque billet payé sur cette ligne sert à poser des fils barbelés et à construire le mur ». En dépit des multiples inconvénients que le boycott de la ligne entraînait pour les travailleurs de Berlin-Ouest, la ligne S perdit 90 % de son trafic par rapport aux chiffres d'avant le 13 août.

Die Wahrheit (La Vérité), organe du parti communiste de Berlin-Ouest, ne put plus être imprimé par décision des ouvriers du Livre. Il ne put plus sortir que sous forme de bulletin ronéotypé.

Sur le plan de l'information, la D.G.B. organisa l'envoi de militants et de fonctionnaires dans la capitale, pour étudier sur place la situation, pendant des stages allant de trois jours à une semaine. Par la suite, la Centrale mit sur pied un système d'invitations pour de nombreuses délégations syndicales venues de l'étranger, afin que le mouvement syndical européen connaisse les données exactes de la situation berlinoise.

⁂

Quelles sont les répercussions de la cassure en ce qui concerne la main-d'œuvre et l'activité économique de Berlin ? Avant le 13 août, 800 habitants de Berlin-Ouest quittaient chaque semaine la ville pour aller se fixer en Allemagne fédérale. Par contre, 500 environ, en provenance de cette même Allemagne fédérale, venaient s'installer à Berlin-Ouest.

Tout de suite après le 13 août, l'exode vers l'Allemagne occidentale gonfla : 2.000 la première semaine, puis 1.400, puis 1.300 chaque semaine. Par contre, à partir d'octobre, le nombre d'arrivants dans la ville, venant de l'Ouest, doubla : 1.000 par semaine. Cette augmentation considérable s'explique par les mesures prises à Berlin et qui tendent à encourager, à récompenser les nouveaux venus : paiement des frais de voyage, prime de voyage trimestriel ou semestriel, subvention aux couples jeunes qui s'installent à Berlin, etc.

En ce qui concerne la main-d'œuvre, l'équilibre était autrefois maintenu par les passages nombreux de travailleurs venant de l'Est. Cet apport est donc supprimé depuis la construction du mur. Le flot est tari, réduit à une vingtaine de personnes par jour, au prix d'aventures difficiles et parfois sanglantes.

Pourtant, il ne semble pas que le mouvement d'exode industriel ait été amorcé. Nombre de ceux qui s'en vont sont des vieillards. La plupart de ceux qui arrivent sont des éléments en âge de travailler.

La vie économique de Berlin-Ouest aurait pu être frappée par l'arrêt du mouvement des frontaliers. 63..000 travailleurs de Berlin-Est venaient chaque jour dans les entreprises de Berlin-Ouest et rentraient le soir. La plupart d'entre eux étaient des ouvriers qualifiés. Si 13.000 environ ont pu passer la ligne et s'installer définitivement à Berlin-Ouest avant le blocage, les autres représentent une perte nette pour les industries de la ville libre. D'où l'effort considérable et les avantages sérieux proposés par les autorités de Berlin-Ouest avec l'aide du gouvernement de l'Allemagne fédérale (500 millions de deutsche-marks fournis par Bonn à cet effet).

Boycott en Suède du tourisme espagnol

Sans faiblir, la campagne d'information et d'action contre la dictature franquiste, menée par les militants de la S.A.C. et par leur organe **Arbetaren**, se poursuit.

Récemment, l'organe syndicaliste dont les textes sont largement reproduits et cités par la presse suédoise a donné des nouvelles sur les formes de la répression en Espagne ; une lettre a été adressée à l'ambassade de France à Stockholm pour protester contre les mesures prises par le gouvernement français à l'encontre de la presse espagnole exilée. L'agence officielle suédoise a diffusé une note qui signalait cette intervention. Le grand quotidien libéral **Dagens Nyheter** s'en fit l'écho. Les Jeunesses socialistes, à leur tour, envoyèrent un télégramme de protestation à Paris.

L'action contre le régime franquiste lui-même a été engagée sous une nouvelle forme. Sur l'initiative du camarade Helmut Rüdiger, les quatre grands mouvements de jeunesse (libéral, agrarien, conservateur et socialiste) ont décidé de lancer une campagne préconisant le boycott du tourisme en Espagne.

L'agence de voyage du mouvement ouvrier, R.E.S.O., qui, jusqu'à présent, faisait beaucoup de publicité pour les « Voyages au pays du soleil », pour la « terre des flamencos où la couronne suédoise possède un haut pouvoir d'achat », s'est inquiétée. Elle édite cette fois des dépliants et des brochures où le caractère dictatorial et socialement réactionnaire du régime franquiste est souligné.

L'ambassade franquiste de Stockholm a aussitôt réagi et s'est adressée au ministère des Affaires étrangères de Suède pour protester. Le directeur de R.E.S.O. a répondu par voie de presse, signalant que l'agence elle-même n'organisait pas le boycott, consigne lancée par des organisations politiques, mais qu'il était de son devoir d'informer ses clients sur les conditions de vie et la nature du régime en Espagne.

Tout récemment, Gejer, président de la grande centrale (L.O.) et président de la C.I.S.L., s'est prononcé dans la presse en faveur du boycott. C'est dire que la campagne a pris dès le départ une belle allure et qu'il est probable que les couronnes suédoises n'iront pas alimenter le trésor franquiste.

La prise de position des Jeunesses socialistes et de la L.O., reconnaissant la valeur de l'antifranquisme militant de la S.A.C., est d'autant plus remarquable qu'un vigoureux effort est mené par les organisations para-communistes pour « capitaliser » les vingt années de propagande des syndicalistes libertaires suédois en faveur du mouvement ouvrier espagnol.

Les « anciens » des Brigades internationales ont, à cet effet, organisé une conférence à Stockholm à grand renfort de publicité, pour remettre en selle les communistes dans l'affaire espagnole. Se présentant comme démocrates, ils obtinrent l'appui de la presse et de la radio, collectèrent plusieurs milliers de couronnes sans que le parti socialiste réagisse. Ce fut un festival où parlèrent les représentants de la C.G.T. de Frachon, les Allemands d'Ulbricht, le général Modesto, spécialement venu de Cuba, Branting, le « socialiste » toujours aligné sur le Kremlin, etc. Il ne manquait que la Pasionaria.

Démocratie dirigée en Grèce

Trois ans et demi après les dernières élections (1958), les Grecs ont de nouveau été appelés aux urnes le 29 octobre 1961. Cette fois-ci, trois groupes politiques revendiquaient la faveur des électeurs : le parti gouvernemental d'Union radicale et nationale (E.R.E.), l'Union du Centre (E.K.) qui comprenait tous les partis de l'opposition, (Agrariens, Progressistes, Union démocratique, etc.) et le Front démocratique agraire grec (P.A.M.E.), composé du parti E.D.A. et de son satellite E.A.K., tous deux subsitituts du parti communiste illégal.

Les élections du 29 octobre ont causé une véritable surprise : la victoire du parti gouvernemental E.R.E., qui a obtenu 50 % de voix, contre 34 % à l'E.K. et 15 % au P.A.M.E. L'E.R.E. est au pouvoir depuis 1955, date à laquelle il succéda au Rassemblement Hellénique du Maréchal Papagos. Cette surprise est justifiée car, depuis 1952, les votes réunis de l'E.R.E. lors de toutes les élections précédentes, avaient marqué une baisse continue (49 %, 47 %, 42 %). Une autre surprise fut la chute des votes communistes. Ceux-ci qui, aux élections de 1958 avaient obtenu 25 % des voix, n'en comptent plus que 15 %.

L'intérêt de ces élections concerne aussi le transfert des voix sur les trois groupements. Ainsi, tandis que dans les villes et dans l'île de Crête, l'E.K. a réussi à attirer la plus grande partie des électeurs qui, aux précédentes élections, avaient voté E.D.A., dans les campagnes, dans les iles,, et surtout en Macédoine, la grande masse des électeurs E.D.A. a passé à l'E.R.E.

L'explication de ce phénomène n'est pas simple si l'on ne se base que sur des critères sociaux et économiques. En effet, si, d'une part, la répartition inégale du revenu national, le blocage des salaires, le chômage, l'immigration, l'exode des campagnes vers les villes peuvent être mis au passif du parti au pouvoir, le pays a fait d'autre part beaucoup de progrès grâce à l'aide étrangère et au travail des ouvriers et des paysans. Le renouvellement du réseau routier, la construction d'hôtels, la grande activité du bâtiment dans les villes donnent une idée de prospérité qui cache la misère de larges couches de population, que ce soit dans les campagnes où les paysans n'obtiennent pour leurs produits que des prix dérisoires, ou dans les villes où les salaires sont bloqués.

Bien sûr, une partie des classes moyennes et des éléments petits-bourgeois, un peu par mentalité conservatrice, un peu par crainte de l'instabilité gouvernementale — motif largement invoqué pendant la période pré-électorale — ont voté pour l'E.R.E., bien que la droite, au pouvoir pendant toute la période d'après-guerre, ait démontré que si elle sait dominer, elle ne sait pas gouverner. Au long de ces années, les termes démocratie économique et justice sociale ont perdu toute signification et tout attrait pour la masse et cet état de choses à profité au communisme. Par contre, la pression soviétique de ces derniers mois ne favorisa nullement les communistes grecs, mais l'E.R.E., qui revendiquait le rôle de défenseur de l'indépendance nationale.

Ces faits pourraient peut-être expliquer le maintien du pourcentage électoral de l'E.R.E., mais non sans augmentation à 50 %. Celle-ci ne peut s'expliquer que par l'attitude électorale des campagnes qui a marqué un virage impressionnant — ne parlons pas, bien sûr, de l'armée, qui a voté à 90 % pour l'E.R.E. — alors que les villes ont donné leur préférence aux partis du centre.

Cette préférence citadine pour le centre est compréhensible si l'on tient compte de la politique négative et stérile des communistes et de la politique extérieure des Soviétiques à l'égard du pays, de l'attitude dépréciée de la droite, et enfin de l'espoir des masses de voir se réaliser le programme électoral du centre. Ce programme prévoyait en effet l'augmentation des salaires, la diminution des impôts, la suppression des « certificats d'opinion politique » et la réalisation de la démocratie politique. En l'absence d'un mouvement socialiste, le centre restait la seule ressource des masses.

Il est incontestable que l'E.R.E. a créé une nouvelle méthode d'action de parti, laquelle tend à identifier parti et Etat, identification qui exerce une influence néfaste sur le comportement des électeurs en général. Ainsi, ces dernières années, chaque service d'Etat, que ce soit dans le domaine social, économique ou politique, a été transformé en un service mis à la disposition du citoyen par le parti ; ce système aboutit à l'atomisation complète du corps électoral, surtout dans les campagnes où le contrôle des citoyens est facile et leur dépendance de l'Etat-parti directe. De cette façon, une importante partie des électeurs communistes, mais aussi du centre, est passé à l'E.R.E., pous s'assurer la faveur de l'Etat-parti et témoigner de son nationalisme, surtout dans les villages où le secret du vote n'a rien d'absolu. Le bulletin E.R.E. a servi, à d'anciens électeurs de l'E.D.A. et du centre, de certificat d'opinion politique.

On ne peut pas parler de contrainte matérielle, mais bien de pression morale. Dès avant les élections, les électeurs de l'opposition étaient déjà soumis et résignés, et on a tout fait pour qu'ils le soient. Cette opposition n'aurait pourtant pas dû oublier le précédent des élections municipales à la campagne, en 1959. D'autre part, l'Union des forces de l'opposition autour de l'E.K. s'est faite trop tard, et a soulevé beaucoup de doute et de scepticisme.

Il y aura, bien sûr, stabilité gouvernementale, mais l'identification progressive de l'Etat et du Parti aura comme conséquence la création d'un Etat monoparti *sui generis*, le mépris de toute opposition, et la déformation de la démocratie. Tout cela peut conduire à une crise nationale et de régime dès que les conditions sociales et économiques seront réunies.

Manolis KORAKAS.

Grèves au Ghana

La « Nouvelle gauche », surgie après guerre, qui confond nationalisme, chauvinisme et autocratie, avec progrès, a été sérieusement secouée par la récente grève des travailleurs ghanéens. Le gouvernement N'Krumah, pendant que son président effectuait un long voyage en U.R.S.S. et dans divers autres pays satellites, déclencha une guerre économique, suivant les procédés classiques, principalement contre les travailleurs.

Les salariés ghanéens protestèrent aussitôt contre le fait que les mesures fiscales provoquaient une hausse de 20 % du coût de la vie, alors que par ailleurs l'Etat prélevait 5 % sur les salaires, pour l'« épargne » obligatoire.

Le prix des camions augmenta de deux tiers, l'essence monta de 6 pences par gallon, le gasoil de 1 shilling, ce qui constituait une lourde charge pour un pays où les chemins de fer sont peu développés. Les vêtements et les chaussures grimpèrent d'un tiers, la farine de deux pences par livre, le sucre de trois pences; les prix des alcools, de la bière et du tabac furent fortement gonflés. Un impôt foncier frappa les hauts revenus et N'Krumah décréta le blocage des salaires.

Pour répondre aux critiques concernant les excès somptuaires de ses lieutenants et de lui-même, le « rédempteur » ordonna une enquête sur les extravagances de certains de ses gens et déclara « la guerre à la corruption ». Jusqu'à présent, la seule guerre sociale qui ait été faite l'a été contre les grévistes et leurs sympathisants, par l'envoi d'engins blindés et l'imposition du couvre-feu.

Le 4 septembre, les cheminots de Takoradi partirent en grève contre les impôts. Le ministre des Finances, Gbedemah, quitta la capitale par avion pour aller convaincre les grévistes de reprendre le travail, alors que le syndicat des travailleurs de l'industrie et du commerce d'Accra demandait aux Trade-Unions ghanéens d'organiser l'action contre les mesures fiscales prises par N'Krumah. Les débardeurs de Takoradi, dont le patron est l'Etat, comme les cheminots, se joignirent à la grève. Le gouvernement promit d'assurer la protection des jaunes. Dans plusieurs régions du pays, des groupes de travailleurs entrèrent en action, mais les foyers centraux de la grève furent Takoradi et Kumasi, deux des trois grandes villes, où 6.000 salariés débrayèrent.

Des bagarres opposèrent grévistes et policiers. Le gouvernement prit peur quand le mouvement mordit sur les services des postes et télécommunications. L'organe gouvernemental, le « Ghanaian Times », qui porte en manchette le slogan de N'Krumah : « Le bien être du peuple est la loi suprême », appela les travailleurs à « se serrer la ceinture ». Les grévistes répliquèrent en dénonçant les gaspillages ministériels, les innombrables et coûteuses délégations aux Nations Unies et dans les pays de l'Est.

Le gouvernement décréta l'état d'alerte dans les villes en grève, y renforça la police et envisagea l'arrestation des leaders grévistes Au bout de 7 jours on annonça que N'Krumah toujours en vacances en Crimée avait ordonné à son cabinet de se montrer plus dur. La presse, usant du vocabulaire bolchevik, déclara que les grévistes étaient les instruments « des gros hommes d'affaires intriguant et conspirant avec les forces réactionnaires de l'étranger ». « Accra News » annonça en gros titres : « Les contre-révolutionnaires seront écrasés ». « Les ennemis, émissaires, agents, comploteurs, saboteurs, détracteurs, traîtres, confusionnistes et obstructionnistes de l'étranger seront jugés ». Un vrai langage stalinien !

Les travailleurs, qui avaient espéré des Trades-Unions du Ghana une aide et une direction furent déçus. Après quelques hésitations, les dirigeants syndicaux s'alignèrent sur l'Etat et plaidèrent en faveur de l'« austérité ». John Kafi Tettegah, secrétaire général des T.U.G., revint de Belgrade et pesa de toute son autorité contre les grévistes.

Tettegah avait la réputation d'être un « militant », partisan des nationalisations. Sa tendance à la militarisation du travail s'était manifestée à l'époque où il devint pour un moment — en 1959 — commandant de la brigade des bâtisseurs en uniforme. C'est un fervent « neutraliste », du genre de ceux qui sont « plus neutralistes que d'autres », mais il n'est pas neutre dans la guerre sociale. Là, il est du côté des maîtres.

Les T.U.G. sauvèrent sans aucun doute le gouvernement, car la plupart des travailleurs industriels d'Accra étaient sur le point d'entrer en grève, de même que le personnel des autobus, et il y avait une forte agitation parmi les cultivateurs de cacao, un important groupe économique.

Les grévistes avaient des amis. Le « Ashanti Pioneer » cessa de paraître pendant deux jours pour protester contre la censure qui lui interdisait de publier des nouvelles de la grève. Les femmes du marché de Takoradi ravitaillèrent les grévistes et quand la police casquée de N'Krumah fit irruption sur le marché pour procéder à des arrestations massives, elle résistèrent et se battirent pour empêcher les arrestations.

Au terme de la première semaine de grève, le gouvernement développa sa campagne contre les travailleurs. Les arrestations, notamment de dirigeants grévistes locaux, furent nombreuses ; la censure se fit plus étroite et les grévistes furent menacés de perdre leur emploi et leurs droits à la pension si le mouvement ne cessait pas immédiatement.

Devant ces mesures, l'Union nationale des travailleurs du chemin de fer et du port appela ses membres à reprendre le travail. Pourtant la grève se poursuivit. Le gouvernement tenta vainement de rétablir un semblant de transports ferroviaires. Les grévistes furent accusés d'avoir fait dérailler un convoi « jaune ». Les rues non nettoyées devinrent impraticables. De nouvelles forces policières occupèrent les centres ferroviaires. De courtes mais dures manifestations se produisirent à Accra. Des groupes de cadres et de jaunes tentèrent de remettre en marche les stations électriques et d'ouvrir les voies.

Le 16 septembre, N'Krumah revint de son long séjour en U.R.S.S., en Chine, en pays communistes, où il avait traité des problèmes mondiaux, et s'occupa du Ghana. Ses décisions d'interdire à la police le droit de retenir un suspect plus de 48 heures, de lever le couvre-feu et de relâcher les grévistes, furent accueillies avec scepticisme.

Après quinze jours la grève se poursuivait toujours, et l'appel du Président n'avait pas été écouté. Au gouvernement, lecture fut donnée d'un tract distribué à Takoradi, appelant les travailleurs à « briser leurs chaînes et à sauver le Ghana maintenant ». « Le parlement de cachet de caoutchouc » devait être renversé et un salaire quotidien de 10 shillings 6 pences devait être garanti à chaque travailleur.

Après trois semaines de grève, face à un Etat à tendances totalitaires, trahis par leur propre confédération, les travailleurs rentrèrent. Une semaine plus tard les cheminots et dockers de Sekondi et de Takoradi débrayaient à nouveau, pour protester contre l'arrestation de leurs délégués locaux, de cinquante travailleurs, de femmes du marché et de quatre députés de l'opposition.

Par la suite, un essai de grève perlée fut tenté.

Il peut sembler étrange que les régions en grève aient voté pour N'Krumah et son parti à 100 % lors des élections générales, et que parmi les grévistes, des centaines étaient membres du Parti de la Convention Populaire.

Les travailleurs du Ghana n'ont pas été longs à comprendre.

(T.B., dans *Word Labour News*).

Cercle Pelloutier de Lyon

Les adhérents du Cercle Fernand-Pelloutier et Amis de la « R.P. » de Lyon se réunissent tous les derniers mercredis du mois à 19 h., Brasserie de l'Etoile, 1, Cours Gambetta, Lyon (3e). Exceptionnellement pas de réunion le mercredi 27 en raison des fêtes. Organde, 107, rue Garibaldi, Lyon (6e).

A travers les LIVRES

L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE

« Au temps du stylo et du micro »

de Roger HAGNAUER
(publié par les Editions Ouvrières)

Hagnauer dans son livre précédent, consacré à la lecture, *Joies et fruits de la lecture,* nous avait déjà donné le meilleur de lui-même et nous éprouvions le désir de le retrouver dans la tâche qu'il s'était imposée, celle de poursuivre la publication de ses travaux pédagogiques. Son nouveau livre apporte largement ce que nous attendions de sa compétence. Voici donc un ouvrage qui étudie *au temps du stylo et du micro,* les conditions et les moyens de l'expression écrite et orale. C'est-à-dire : l'utilisation, l'enrichissement du vocabulaire, la construction des phrases pour exprimer des observations, des jugements, des sentiments, des décisions, les jeux littéraires, la définition, la description, la narration, les commentaires, la recherche et l'expression des idées, la correspondance, la collaboration à la presse, la diction, l'élocution, la préparation de conférences et de discours, de débats, etc.

Avec les méthodes d'enseignement d'Hagnauer, tout est d'une facile assimilation ; on le comprend aisément, il vous met à l'aise et vous élève et fait disparaître les complexes d'infériorité. Nous sommes loin de certains professeurs atteints de déformation professionnelle, qui font leurs cours en un style glacial et autoritaire et n'obtiennent des élèves qu'un médiocre résultat. La bonne pédagogie exige des qualités telles que celles de notre ami. La lecture de cet ouvrage est aussi agréable que celle d'un roman de la meilleure classe avec l'avantage que nous y apprenons l'art d'exprimer nos sentiments et nos idées, car il nous donne les moyens d'écrire et de parler clairement. Il lève le rideau et nous voyons le vrai visage du monde, à l'extérieur et à l'intérieur de nous-mêmes.

Hagnauer connaît bien le drame des travailleurs, que les conditions sociales, les nécessités matérielles ont bien souvent privés d'études suffisantes, c'est à eux qu'il s'adresse en premier lieu, à ces parias, pour prodiguer son expérience d'éducateur et de militant, et son action est d'autant plus efficace que, plus que toutes les théories et propagandes révolutionnaires, l'éducation est à la base de la libération sociale.

Hagnauer prépare ainsi les artisans de l'avenir en donnant aux jeunes ouvriers les moyens culturels pour qu'ils se défendent tout en marchant vers un avenir meilleur, au-delà de ce qu'on leur avait appris. Il ne donne pas d'idées toutes faites, mais il les suggère abondamment. Les responsables des syndicats, pour instaurer des écoles de militants et aussi beaucoup de journaux syndicalistes, qui négligent totalement l'éducation des jeunes ouvriers, devraient s'inspirer des méthodes d'Hagnauer.

Nous n'aurons pas de justice ni de liberté tant que nous n'aurons pas d'écoles pour tous afin que le peuple s'instruise et prenne conscience de ses devoirs et de ses droits.

Les pays les plus malheureux, les sous-alimentés qui ne vivent pas mais végètent, tels que l'Espagne où il y a peu et de mauvaises écoles, ce qui faisait écrire à Joaquin Costa « Escuela et despensa » (école et tables garnies). Dans ce même pays, toujours arrosé de larmes et de sang, Francesco Ferrer, créateur de l'école rationaliste moderne, fut pour cela fusillé à Barcelone. Et aujourd'hui, c'est pis que jamais.

Mais en France aussi l'école laïque a ses ennemis, les âmes noires de la réaction pour qui l'instruction n'est valable qu'à la condition de servir leurs privilèges.

Je me suis éloigné du sujet, mais on ne m'en voudra pas de dire ce que je pense, librement, spontanément, sans obéir à des consignes, sans même céder à l'amitié. C'est en toute objectivité et sans contrainte que j'écris pour faire savoir à mes compagnons ouvriers manuels, qu'ils doivent lire attentivement. *Au temps du stylo et du micro* où nous avons beaucoup à apprendre. **B. H.**

(Article écrit en espagnol pour la revue de l'Espagne libre, interdite par le gouvernement.)

**

JEAN BRETON : CHAIR ET SOLEIL

(La Table ronde)

Les poèmes de Jean Breton qui se soucient peu de plaire, brûlent d'une « rage de vivre » émouvante parce qu'authentique. Un homme qui n'a rien perdu de ses espoirs d'adolescent veut posséder le monde et réclame, exige une vie qui vaille la peine d'être vécue. Obsédé par les malheurs, les souffrances inouïes qui ravagent la terre, il crie sa révolte, son refus d'un ordre qui plus ou moins délibérément livre l'individu à une existence mutilante. En quête d'une croyance, à la limite de la résistance contre les assauts de la lumière noire, il tente de trouver dans l'amour — où les corps ne sont point chiffres abstraits — une raison de persévérer, de ne pas se laisser tomber sur les genoux. Il cherche à jouir de « l'instant » pour échapper au vertige du temps. Il faut écouter cette voix toute de pureté et de grandeur, de sincérité et de ferveur :

J'aurai tant marché, j'aurai tant peiné
J'aurai tant pleuré au milieu des hommes,
Qu'il ne me reste qu'un désir :
M'endormir sur le sol
Avant que la nuit prenne le pouvoir.

André LAUDE.

UN COMMUNIQUÉ DE L'U.S.T.A.

Nous avons reçu de l'U.S.T.A. (Union des Syndicats de Travailleurs Algériens) un communiqué dans lequel le bureau de l'U.S.T.A., s'il se réjouit de l'ouverture imminente des négociations, exprime des craintes que quelque chose d'inacceptable, « d'ignoble », dit le communiqué, puisse en sortir. Rappelant les crimes récents dirigés contre les militants de l'U.S.T.A. (notamment à Longwy et à Roubaix), il se demande si l'on n'est pas en train d'enterrer la liberté syndicale.

L'U.S.T.A. s'inquiète aussi du silence qui entoure les discussions actuelles et rappelle — ce qu'elle n'a cessé de réclamer — que le destin de l'Algérie ne doit être décidé qu'avec toutes les tendances des mouvements nationalistes algériens, conformément aux principes démocratiques et à la décision d'autodétermination proclamée par le chef de l'Etat français et acceptée par tous les nationalistes algériens.

Le communiqué conclut ainsi :

« L'U.S.T.A. restera toujours vigilante, surveillera de près le déroulement des négociations et n'hésitera pas un instant à dénoncer devant le peuple ceux qui, par malheur, accepteraient un marché de dupes au détriment de la classe ouvrière. »

SOLIDARITÉ POUR "RAVACHOL" DE GENÈVE

Quelques exemplaires de la revue « Ravachol », éditée par un groupe de jeunes anarchistes de Genève, nous ont été adressés. Ce groupe a manifesté, en février 61, devant le consulat d'Espagne à Genève et sa revue contient le manifeste du groupe. Elle est vendue 5 NF pour la solidarité à l'égard 5de quatre membres du groupe poursuivis à la suite de leur participation à la manifestation précitée.

Vous pouvez en faire la demande à la « R.P. ».

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1er NOVEMRBE. — Journée du F.L.N. en Algérie : heurts violents : 30 morts et 60 blessés.
Congrès à Paris de la Fédération autonome de l'Education nationale.

JEUDI 2. — A Paris manifestation du P.S.U. contre violences racistes.
Manifestations de l'opposition de gauche au Maroc.
Grève de la faim des détenus musulmans : Ben Bella s'y associe.

LUNDI 6. — Voyage en Corse du Président de Gaulle.

MERCREDI 8. — Sept charges de plastic à l'Hôtel de Ville d'Alger : un mort, un blessé grave. Cinq charges à Paris.
Grève générale de 72 heures en Argentine.
En Equateur l'armée dépose le Président de la République.
Grève des transports publics de province.

JEUDI 3. — Huit nouveaux attentats au plastic à Paris.
Vingtième anniversaire du parti communiste albanais : réquisitoire contre Khrouchtchev ; adresse de sympathie du parti chinois.
Par 332 voix contre 138, l'Assemblée Nationale vote les crédits de l'Algérie.
Arrestation à Paris de l'ancien député Demarquet, chef activiste.
Par 71 voix contre 11, l'Assemblée de l'O.N.U. vote une motion anglo-américaine pour l'arrêt des expériences nucléaires, le groupe soviétique vote contre, la France s'abstient.
L'ancien président de la communauté juive de Léningrad est condamné à 12 ans de prison.
Grève des métallurgistes de la Loire et de Lorient.

VENDREDI 10. — Manifestation des femmes musulmanes à Paris et en province.
A l'Assemblée Nationale, 80 députés approuvent les activistes.
Manifestaion aux usines Peugeot, à la suite d'un lock-out.

SAMEDI 11. — Stalingrad devient Donetsk.
Constitution en Turquie d'un gouvernement d'union Ismet Inonu.

LUNDI 13. — La mission parlementaire s'élève contre les conditions d'internement du centre de Vincennes.
M. Salah Benacer, sénateur de Grande-Kabylie assassiné en Algérie.
L'Assemblée Nationale adopte l'ensemble du budget.
Elections à Hambourg : avance social-démocrate.
En Grande-Bretagne, les communistes perdent le syndicat des électriciens.
Accord signé chez Berliet avec les syndicats.
Fin de la grève des dockers de Marseille.

MARDI 14. — Trois ministres marocains interviennent auprès du Président de Gaulle sur le sort de Ben Bella, hospitalisé à Garches.
Augmentation du S.M.I.G. et des allocations familiales.

JEUDI 16. — Au Congo, 13 aviateurs italiens de l'O.N.U. sauvagement massacrés.
Le gouvernement offre 2,25 % d'augmentation aux salariés du secteur public.
Débat au parlement israélien sur le sort des juifs soviétiques.

VENDREDI 17. — Réunion à la Mutualité organisée par le Comité de Vincennes.
Conseil de Ministres de l'O.C.D.E.

SAMEDI 18. — Arrestation de l'ancien commissaire Dides.
L'U.R.S.S. accroit sa pression sur la Finlande.
Manifestation à Berne de 30.000 paysans suisses.
Manifestation à Paris pour la paix en Algérie.

LUNDI 20. — Fin de la grève de la faim des détenus musulmans, sauf Ben Bella.
Etat d'urgence en République Dominicaine.
Le parti communiste américain refuse de se soumettre à la loi de sécurité intérieure.

MARDI 21. — Reprise des discussions sur l'arrêt des essais nucléaires.
Assassinat à Bab-El-Oued du secrétaire de la Fédération socialiste d'Algérie.
Taxation des prix de vente du bœuf : grève des bouchers détaillants.

MERCREDI 22. — Ouverture à Paris du congrès de la C.G.T.-F.O.

JEUDI 23. — A Strasbourg, le président de Gaulle parle à 2.000 officiers et sous-officiers.
18 attentats au plastic à Paris et en province.

VENDREDI 24. — Khrouchtchev reçoit le président de la République finlandaise à Novosibirsk en U.R.S.S.
De Gaulle s'entretient à Londres avec le Premier Mac Millan.
Rétablissement des relations diplomatiques entre le Brésil et l'U.R.S.S.

SAMEDI 25. — Au Conseil de sécurité de l'O.N.U., pouvoirs discrétionnaires pour réduire la sécession du Katanga (seules la France et la Grande-Bretagne s'abstiennent).

LUNDI 27. — M. Tschombé lance un appel à la résistance totale au Katanga.
Le Sénat repousse le budget de l'Algérie par 130 voix contre 62.
Comité Central du Parti communiste à Ivry.

MARDI 28. — Grève générale de la S.N.C.F., de l'E.D.F. et de la R.A.T.P.

MERCREDI 29. — Pour financer les majorations de salaires du secteur public, le gouvernement cherche 292 millions de NF d'impôts nouveaux et 323 millions de NF d'économies.
Publication dans les « Izvestia » d'une interview du président Kennedy.
Grève générale dans la République Dominicaine.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE NOVEMBRE 1961

RECETTES :

Abonnements ordinaires	348,40	
Abonnements de soutien	170 »	
		518,40
Souscription		57,40
Vente au numéro		47 »
Vente de livres et brochures		145,45
Total des recettes		768,25
En caisse à fin octobre		1.764,71
		2.532,96

DEPENSES :

Impression et papier (« R.P. » octobre 1961)		1.141,57
Impr. et pap. (« R.P. » novembre) (partie)		400 »
Frais d'expédition		125,07
Téléphone		48,25
Autres frais généraux		137,90
Rassortiment en livres et brochures		87 »
Divers		4 »
Total des dépenses		1.943,79
En caisse à fin novembre :		
Espèces	162,54	
Chèques postaux	426,63	
		589,17
		2.532,96

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Georges Bouquet (Paris), 30 ; François Gauthier (Maine-et-Loire), 25 ; Joseph Jumeau (Belgique), 30 ; Henri Monteillet (Puy-de-Dôme), 25 ; Charles Patat (Paris), 30 ; Georges Suant (Seine), 30. — Total : 170 NF.

LA SOUSCRIPTION

Antoine Agnès (Paris), 3 ; Jean-Pierre Belliard (Calvados), 2 ; François Collobert (Côtes-du-Nord), 3 ; Claude Ducrettet (Haute-Savoie), 5 ; Jean Duperray (Loire), 14 ; Félix Escoffier (Vaucluse), 3 ; Laillier (Seine), 5 ; François Maurel (Basses-Alpes), 5 ; Louis Mercier (Paris), 5,30 ; Hermès Piquer (Seine), 1,10 ; Francis Ruh (Paris), 5 ; Vernerey (Seine-et-Oise), 6. — Total : 57,40 NF.